Bureau d'études
d'ingénierie,
conseils, services

BR

MAGGIONI
PRODUITS BETONS PRETS A L'EMPLOI

CARRIERE DE TRECLUN-CHAMPDOTRE

PORTER À CONNAISSANCE

DEMANDE DE PROLONGATION DE LA DUREE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

Sciences Environnement

Dossier 24-314– Carrière de Tréclun-Champdôtre (21)

Ce dossier a été réalisé par :

Sciences Environnement

Agence de Besançon
6, Boulevard Diderot
25000 BESANCON
Tél. 03.81.53.02.60

Pour le compte de :

MAGGIONI

La Lisière,
21560 Bressey-sur-Tille

Personnel ayant participé à l'étude :

PERSONNEL DE SCIENCES ENVIRONNEMENT	QUALIFICATION	DOMAINE D'INTERVENTION
Paul VANÇON	*Ingénieur Chargé d'Etudes – Secteur Carrière Énergie Industrie à Sciences Environnement depuis 2020*	Rédaction du porter à connaissance Visite de site

HISTORIQUE DES REVISIONS			
VERSION	**DATE**	**COMMENTAIRES**	**RÉDIGÉ PAR**
1.0	Avril 2024	Création du document	PV
2.0	Juin 2025	Relectures client	PV
3.0	Juillet 2025	Version finale du document après relecture	PV

MAGGIONI
PRODUITS BETONS PRETS A L'EMPLOI

Monsieur le Préfet
Préfecture de la Côte d'Or
53, rue de la Préfecture
21041 DIJON

Bressey-sur-Tille,
Le 17 Juillet 2025

Objet : **Tréclun-Champdôtre**
Demande de prolongation

Monsieur le Préfet,

Je soussigné, Francis PENNEQUIN, agissant en qualité de gérant de la SARL PENNEQUIN, elle-même présidente de la SAS MAGGIONI, déclare par la présente lettre, la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la gravière de Tréclun-Champdôtre.

Suite à un litige foncier et diverses raisons (année covid, période de rachat, extraction moins importante que prévue), un projet de prolongation de la durée d'exploitation du site est envisagé par l'actuel exploitant. Une adaptation du phasage d'extraction sera jointe au dossier présentant ce projet.

Nous souhaitons pérenniser notre activité tout en exploitant l'intégralité du gisement autorisé. À ce jour, la réserve de gisement restante est estimée à 334.000 tonnes commercialisables. L'objectif principal qui dirige cette demande de prolongation d'exploiter le site sis sur le territoire des communes de Tréclun & Champdôtre est de permettre la finalisation de l'exploitation du gisement initialement autorisé.

D'après les arrêtés préfectoraux actuels, les productions des gravières de Tréclun - Champdôtre et Genlis (*notre autre gravière*) sont liées. La somme de ces deux productions nous permet de produire annuellement entre 110.000 et 115.000 tonnes tout en préservant une diminution de la production totale des alluvions de 2% par an comme demandé par le projet de schéma régional des carrières de Bourgogne Franche-Comté.

Un dossier concernant la modification des conditions d'exploitations de la carrière de Genlis a été déposé en parallèle mais les données du nouveau phasage d'extraction de Genlis sont reprises dans ce présent document.

Ainsi, ce présent dossier concerne donc la prolongation des durées d'autorisation et d'extraction de la gravière de Tréclun & Champdôtre. La réserve restante de gisement est estimée à 334.000 tonnes commercialisable.

En prenant en considération la réserve restante et afin d'obtenir la production annuelle en matériaux nécessaire à son activité, en considérant la sablière à Genlis et la carrière PENNEQUIN à Prenois, nous demandons une prolongation de la durée d'autorisation jusqu'en septembre 2031 (+4,5 ans) et une extraction jusqu'en mars 2031 (+5 ans). En incluant 6 mois supplémentaires consacrés exclusivement à la finalisation de remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation. Cela permettra d'exploiter l'intégralité des 558.100 tonnes commercialisables autorisées en 2017 pour le site de Tréclun & Champdôtre.

Cette demande de modification n'est pas substantielle au sens de l'arrêté R181-46 du code de l'Environnement.

En effet :

- Aucune extension d'une superficie supérieure à 25 ha n'est prévue nécessitant une nouvelle
autorisation environnementale ; le périmètre autorisé reste inchangé ;
- Les périmètres définis par l'arrêté préfectoral en vigueur restent inchangés. Les seules modifications concernant les durées d'autorisation et d'extraction restantes, le phasage d'extraction et les garanties financières ;
- Les modifications liées à ce porter à connaissance n'entrainent pas de danger ou d'inconvénient significatif.

Les mesures mises en œuvre sur le site vis-à-vis de l'environnement, de la santé et de la sécurité, conformément à l'arrêté d'autorisation, seront reconduites et permettront d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1.

Ainsi, ce porter à connaissance comporte une présentation de la situation actuelle, les caractéristiques du présent projet et les impacts de ce dernier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma haute considération.



Francis PENNEQUIN
Gérant de la SARL PENNEQUIN

SOMMAIRE

1. Renseignements administratifs et demande....1
1.1. Autorisation d'exploiter le site de Tréclun-Champdôtre....1
1.2. Présentation du demandeur....1
1.2.1. MAGGIONI....1
1.2.2. Signataire de la demande....1
1.3. Présentation de la demande....2
2. Situation géographique et parcellaire....3
2.1. Situation géographique....3
2.2. Désignation parcellaire et contrôle foncier....5
3. Bilan d'exploitation et état actuel du site....6
3.1. Situation actuelle....6
3.2. Caractéristiques de l'exploitation....8
3.2.1. Décapage et stockage des matériaux superficiels – Découverte....8
3.2.2. Extraction du gisement....9
3.2.3. Historique des volumes exploités....9
3.2.4. Stockage et évacuation des matériaux....10
3.2.5. Remblaiement....10
3.2.6. Remise en état du site....11
3.3. Contrôle du suivi réglementaire....14
3.3.1. Bruit environnemental....14
3.3.2. Eaux....15
3.3.3. Conclusion du suivi environnemental....19
4. Modifications sollicitées....20
4.1. Modification des caractéristiques du projet....20
4.2. Mise à jour des plans de phasage....21
4.3. Révisions des garanties financières....23
5. Impacts potentiels liés à la demande....26
5.1. Impacts de la prolongation....26
5.2. Synthèse des impacts potentiels de la demande....27
6. Conclusion....28

ANNEXES....29

LISTES DES FIGURES

Figure 1 : Plan de localisation de la carrière de Tréclun-Champdôtre (échelle régionale) 3
Figure 2 : Plan de localisation des avoisinants à la carrière (sur fond de carte IGN) 4
Figure 3 : Plan cadastrale de la carrière 5
Figure 4 : Plan topographique du site – janvier 2025....7
Figure 5 : Plan topographique du site – janvier 2025 (orthophoto)....7
Figure 6 : Phasage d'extraction prévu par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017 9
Figure 7 : Principe de remise en état prévu par l'arrêté du 21 mars 2017 12
Figure 8 : Phasage de la remise en état issu de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 2017....13
Figure 9 : Localisation des points de mesures des niveaux sonores 14
Figure 10 : Plan de situation générale 16
Figure 11 : Phase 2 (années 6-7) 22
Figure 12 : Garanties financières – phase 1....25
Figure 13 : Garanties financières – phase 2....25

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des données de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2014 régissant l'exploitation du site de Tréclun-Champdôtre 1
Tableau 2 : Maîtrise foncière concernant le site 5
Tableau 3 : Niveau sonore (bruit ambiant) mesuré en limite du site....14
Tableau 4 : Calcul de l'émergence au niveau des zones à émergence réglementée 15
Tableau 5 : Synthèse des modifications des caractéristiques du projet 20
Tableau 6 : Mise à jour du phasage d'extraction des gravières MAGGIONI 21
Tableau 7 : Nouveau phasage d'extraction de la gravière de Tréclun-Champdôtre....21
Tableau 8 : Calcul des garanties financières pour les phases d'exploitations envisagées 24
Tableau 9 : Comptage routiers - Conseil Départemental de la Côte-d'Or....26
Tableau 10 : Synthèse des différentes thématiques environnementales pouvant être impactées par la demande 27

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : KBIS de la société MAGGIONI 30
Annexe 2 : Arrêté Préfectoral du 21 mars 2017 31
Annexe 3 : Arrêté Préfectoral Complémentaire n°64 du 18 janvier 2022 – Genlis....32
Annexe 4 : Plan topographique de janvier 2025 33
Annexe 5 : Plan topographique de janvier 2025 (orthophoto) 34

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET DEMANDE

1.1. Autorisation d'exploiter le site de Tréclun-Champdôtre

L'arrêté préfectoral du 21 mars 2017, autorise, pour une durée de 10 ans, la société MAGGIONI à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur le territoire des communes de Champdôtre et Tréclun (rubrique 2510), sur une surface de 30 ha 68 a 53 ca autorisés. L'arrêté préfectoral d'autorisation est disponible en **annexe 2**. Une demande de cessation partielle d'activité, déposée au début de l'année 2021, a donné lieu à un procès-verbal de récolement partiel en date du 8 juillet 2021 (surface concernée par la cessation partielle d'activité : 14 ha 50 a 97 ca).

Tableau 1 : Synthèse des données de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2014 régissant l'exploitation du site de Tréclun-Champdôtre

Nature de l'autorisation	Exploitation d'une carrière à ciel ouvert
Rubrique de la nomenclature ICPE	2510-1 : exploitation de carrière – Autorisation
Date d'autorisation	21 mars 2017
Durée	10 ans
Localisation du site	Communes de Champdôtre – lieu-dit « Les Grand Pâtis » et Tréclun – lieu-dit « Les Bois Davaux »
Type de matériaux	Matériaux alluvionnaires
Superficie	30 ha 68 a 53 ca
Tonnage à extraire	558 100 tonnes
Production annuelle moyenne de granulats	61 000 t/an la première année puis -2% par an
Production annuelle maximale de granulats	88 000 t/an la première année puis -2% par an
Épaisseur moyenne d'extraction	3,5 mètres (jusqu'au substratum argileux)

1.2. Présentation du demandeur

1.2.1. MAGGIONI

La société MAGGIONI est une société par actions simplifié au capital social de 1 050 000,00 €.

Le siège social est situé à La Lisière – BRESSEY-SUR-TILLE (21560)

L'activité principale de la société est la fabrication du béton prêt à l'emploi (2363Z).

N°RCS : Dijon B 429 844 095
N° de gestion : 2000B00893
Le Kbis de la société MAGGIONI figure en annexe.

1.2.2. Signataire de la demande

La SARL PENNEQUIN, représentée par son gérant, Mr Francis PENNEQUIN, se porte pétitionnaire de la présente demande en tant que présidente de la SAS MAGGIONI.

1.3. Présentation de la demande

Une autorisation d'extension a été accordée par arrêté préfectoral du 21 mars 2017. La déclaration de mise en activité a été envoyée à la préfecture le 12 janvier 2018. Le début des travaux d'extraction a été effectif le 20 juin 2018. Une demande de cessation partielle d'activité a été déposée au début de l'année 2021. Elle porte sur le périmètre de l'autorisation initiale de 2009, seul étant gardé le chemin d'accès en limite Ouest de l'exploitation initiale. Une inspection a eu lieu le 4 mars 2021, et a donné lieu à un procès-verbal de récolement partiel en date du 8 juillet 2021.

Suite à un litige foncier et diverses raisons (année covid, période de rachat, extraction moins importante que prévue), un projet de prolongation de la durée d'exploitation du site est envisagé par l'actuel exploitant. Une adaptation du phasage d'extraction sera jointe au dossier présentant ce projet.

La SAS MAGGIONI souhaite pérenniser son activité tout en exploitant l'intégralité du gisement autorisé. À ce jour, la réserve de gisement restante est estimée à 334 000 tonnes commercialisables. L'objectif principal qui dirige cette demande de prolongation d'exploiter le site de Tréclun-Champdôtre est de permettre la finalisation de l'exploitation du gisement initialement autorisé.

D'après les arrêtés préfectoraux actuels, les productions des gravières de Tréclun-Champdôtre et Genlis (*autre gravière du pétitionnaire*) sont liées. La somme de ces deux productions permet à l'exploitant de produire annuellement entre 115 000 et 110 000 tonnes tout en préservant une diminution de la production totale des alluvions par la société MAGGIONI de 2% par an comme demandé par le projet de schéma régional des carrières de Bourgogne Franche-Comté.

– Un dossier concernant la modification des conditions d'exploitations de la carrière de Genlis a été déposé en parallèle et les données du nouveau phasage d'extraction de Genlis sont reprises dans ce présent document. –

Ainsi, ce présent dossier concerne donc la prolongation des durées d'autorisation et d'extraction de la gravière de Tréclun-Champdôtre exploitée par la SAS MAGGIONI. La réserve restante de gisement est estimée à 334 000 tonnes commercialisable.

En prenant en considération la réserve restante et afin d'obtenir la production annuelle en matériaux nécessaire à son activité (en considérant l'activité à Genlis et Prenois – Carrière PENNEQUIN), la SAS MAGGIONI demande une prolongation de la durée d'autorisation jusqu'en septembre 2031 (+4,5 ans) et une extraction jusqu'en mars 2031 (+5 ans). En incluant 6 mois supplémentaires consacrés exclusivement à la finalisation de remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation. Cela permettra d'exploiter l'intégralité des 558 100 tonnes commercialisables autorisées en 2017 pour le site de Tréclun-Champdôtre.

Cette demande de modification n'est pas substantielle au sens de l'arrêté R181-46 du code de l'Environnement. En effet :

- Aucune extension d'une superficie supérieure à 25 ha n'est prévue nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ; le périmètre autorisé reste inchangé ;
- Les périmètres définis par l'arrêté préfectoral en vigueur restent inchangés. Les seules modifications concernant les durées d'autorisation et d'extraction restantes, le phasage d'extraction et les garanties financières ;
- Les modifications liées à ce porter à connaissance n'entrainent pas de danger ou d'inconvénient significatif.

Les mesures mises en œuvre par la SAS MAGGIONI sur le site vis-à-vis de l'environnement, de la santé et de la sécurité, conformément à son arrêté d'autorisation, seront reconduites et permettront d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1.

Ainsi, ce porter à connaissance comporte une présentation de la situation actuelle, les caractéristiques du présent projet et les impacts de ce dernier.

2. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET PARCELLAIRE

2.1. Situation géographique

La carrière se trouve au sein de la commune de Tréclun – lieu-dit « Les Bois Davaux » et la commune de Champdôtre – lieu-dit « Les Grands Pâtis », dans le département de la Côte-d'Or (21). Elle se situe (**Figure 1**), à environ 20 km au Sud-Est de Dijon.

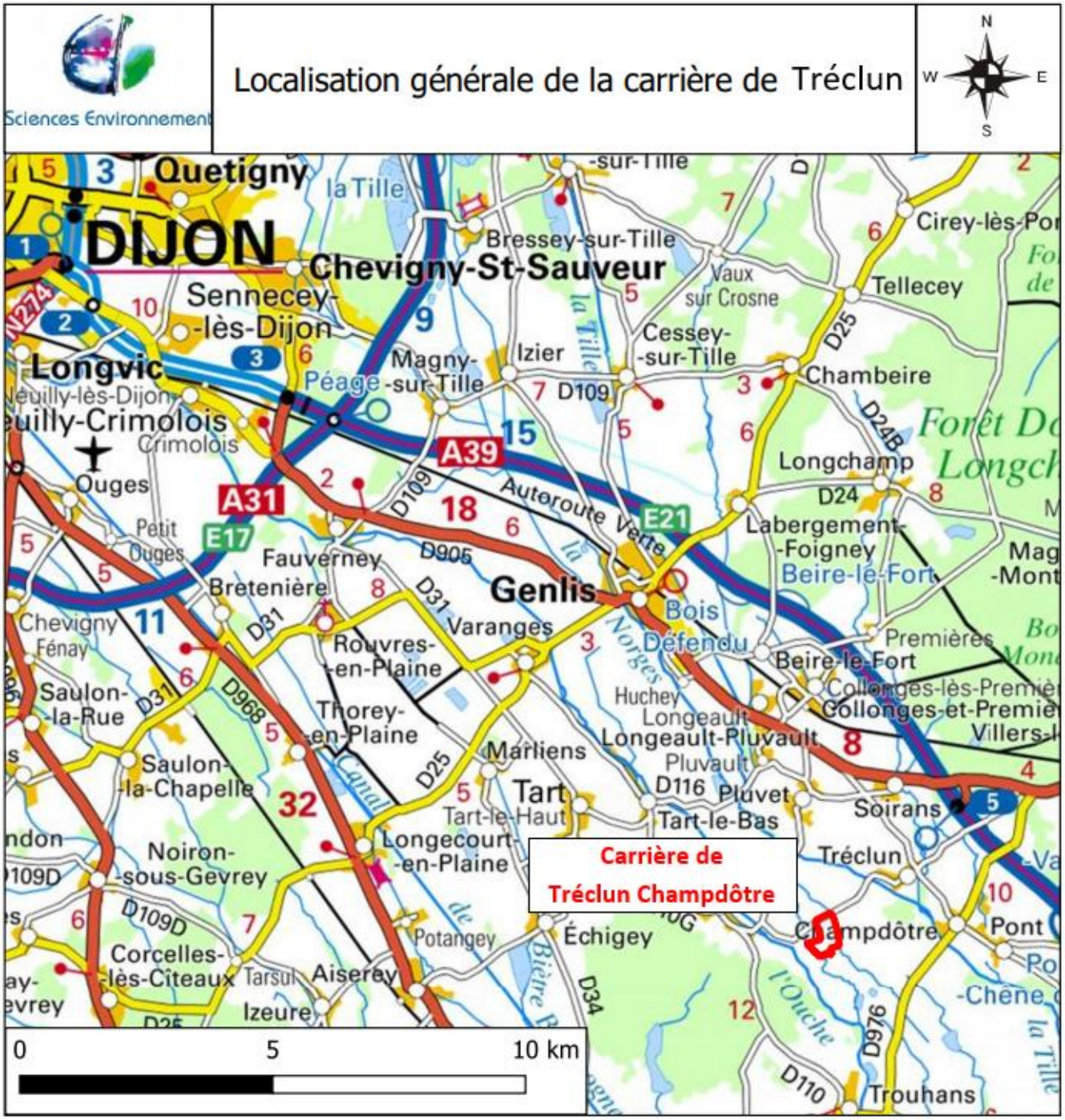


Figure 1 : Plan de localisation de la carrière de Tréclun-Champdôtre (échelle régionale)

Plus précisément, la carrière est située à environ 1,6 km au Sud-Ouest du centre de la commune de Tréclun et 2,3 km à l'Ouest de celui de Champdôtre.

Les constructions et habitations les plus proches du site sont (**Figure 2**) :

- Habitation la plus proche au lieu-dit « Les Grands Champs », à 1 km à l'Ouest ;
- Habitation la plus proche au lieu-dit « Château Mont Richard », à 1,4 km au Sud ;
- Habitation la plus proche au lieu-dit « Le Sauvigné », à 1,9 km au Sud-Est ;
- Habitation la plus proche située au chemin du Moulin sur la commune de Champdôtre, à 1,8 km à l'Est ;
- Habitation la plus proche à Tréclun, à 1,1 km au Nord-Est.

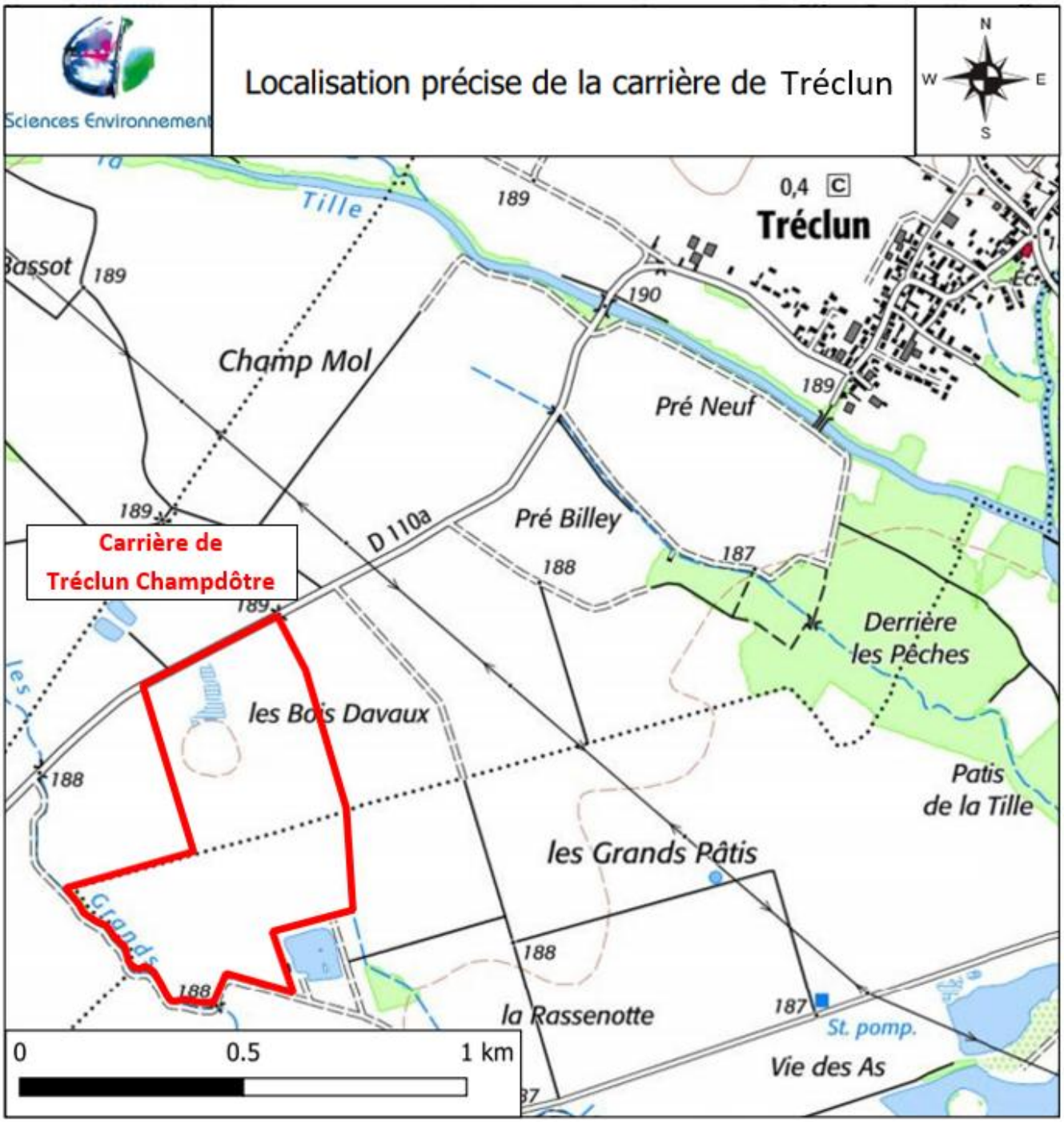


Figure 2 : Plan de localisation des avoisinants à la carrière (sur fond de carte IGN)

2.2. Désignation parcellaire et contrôle foncier

L'emprise d'autorisation telle qu'elle est autorisée dans l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017 concerne l'intégralité ou une partie des parcelles suivantes :

Tableau 2 : Maîtrise foncière concernant le site

Commune	*Lieux-dits*	*Section*	*Parcelle*	*État*
CHAMPDÔTRE	« LES GRANDS PÂTIS »	E	240pp	**En cours d'exploitation**
TRECLUN	« LES BOIS DAVAUX »	C	312	**Cessation partielle d'activité en 2021 (*cf. annexe*)**

pp : pour partie

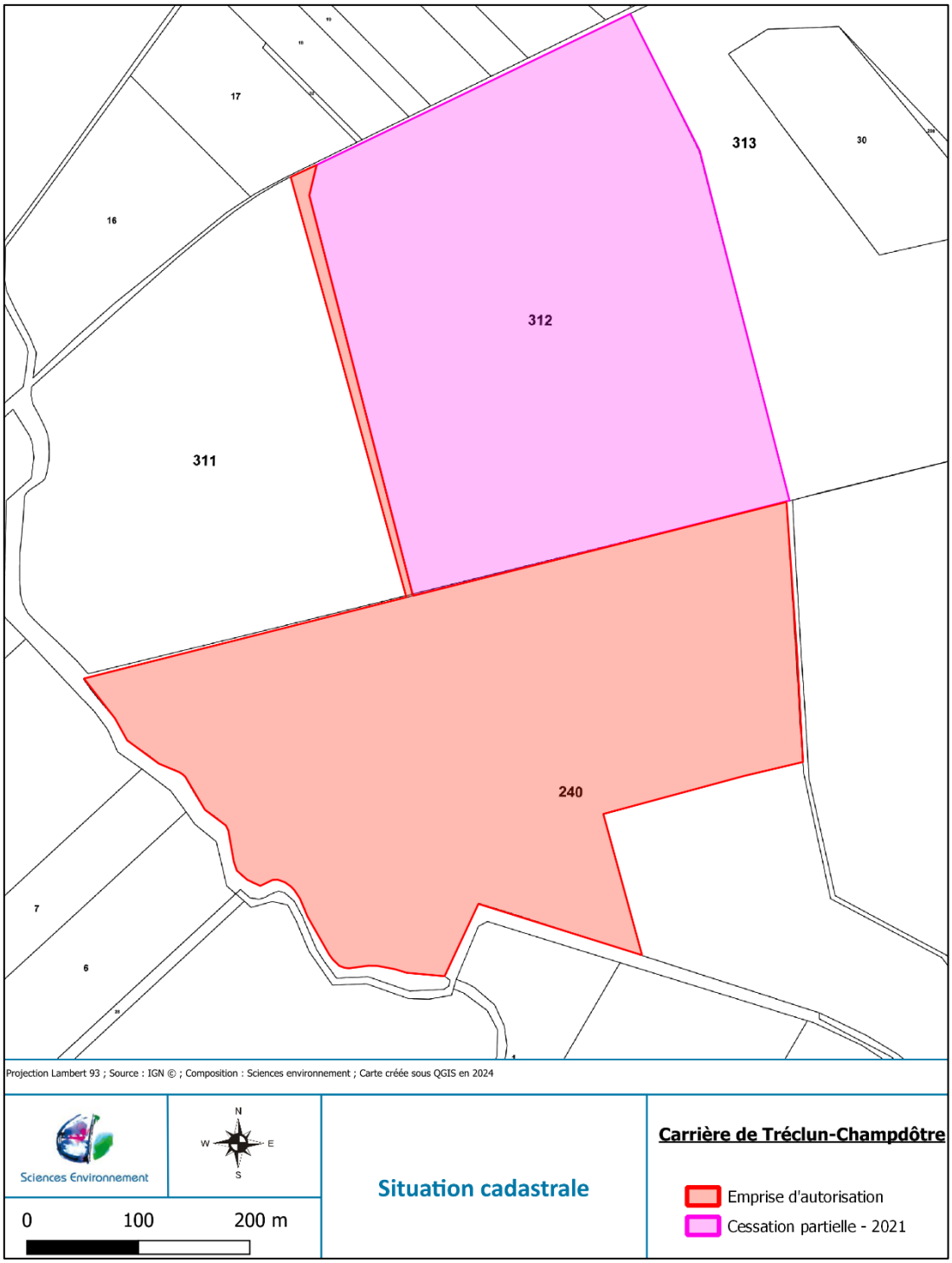


Figure 3 : Plan cadastrale de la carrière

3. BILAN D'EXPLOITATION ET ETAT ACTUEL DU SITE

3.1. Situation actuelle

Une autorisation d'extension a été accordée par arrêté préfectoral du 21 mars 2017. La déclaration de mise en activité a été envoyée à la préfecture le 12 janvier 2018. Le début des travaux d'extraction a été effectif le 20 juin 2018. Une demande de cessation partielle d'activité a été déposée au début de l'année 2021. Elle porte sur le périmètre de l'autorisation initiale de 2009, seul étant gardé le chemin d'accès en limite Ouest de l'exploitation initiale. Une inspection a eu lieu le 4 mars 2021, et a donné lieu à un procès-verbal de récolement partiel en date du 8 juillet 2021.

Suite à un litige foncier et diverses raisons (année covid, période de rachat, extraction moins importante que prévue), un projet de prolongation de la durée d'exploitation du site est envisagé par l'actuel exploitant. Une adaptation du phasage d'extraction sera jointe au dossier présentant ce projet.

En 2023, le site de Tréclun-Champdôtre a été exploité durant le mois de mars, puis de septembre à novembre pour un tonnage annuel de 22 485 tonnes. La superficie exploitée en 2023 (mesurée d'après lever photogrammétrique de janvier 2024) est de 5 000 m² environ.

En 2024, le site de Tréclun-Champdôtre a été exploité entre juillet et décembre pour un tonnage annuel de 39 865 tonnes. La superficie exploitée en 2024 (mesurée d'après lever photogrammétrique de janvier 2025) est de 10 500 m² environ.

Afin de limiter le risque de pollution, notamment par les hydrocarbures, le stationnement et les entretiens des engins sont effectués sur l'aire étanche équipée d'un décanteur-déshuileur installée en juillet 2018, à la reprise des travaux d'extraction. Des kits antipollution sont à disposition dans tous les véhicules présents sur le site lors de l'activité. Le nombre d'engins est limité au strict minimum.

Les plans topographiques du site datant de janvier 2025 ci-après sont également disponibles en annexe.

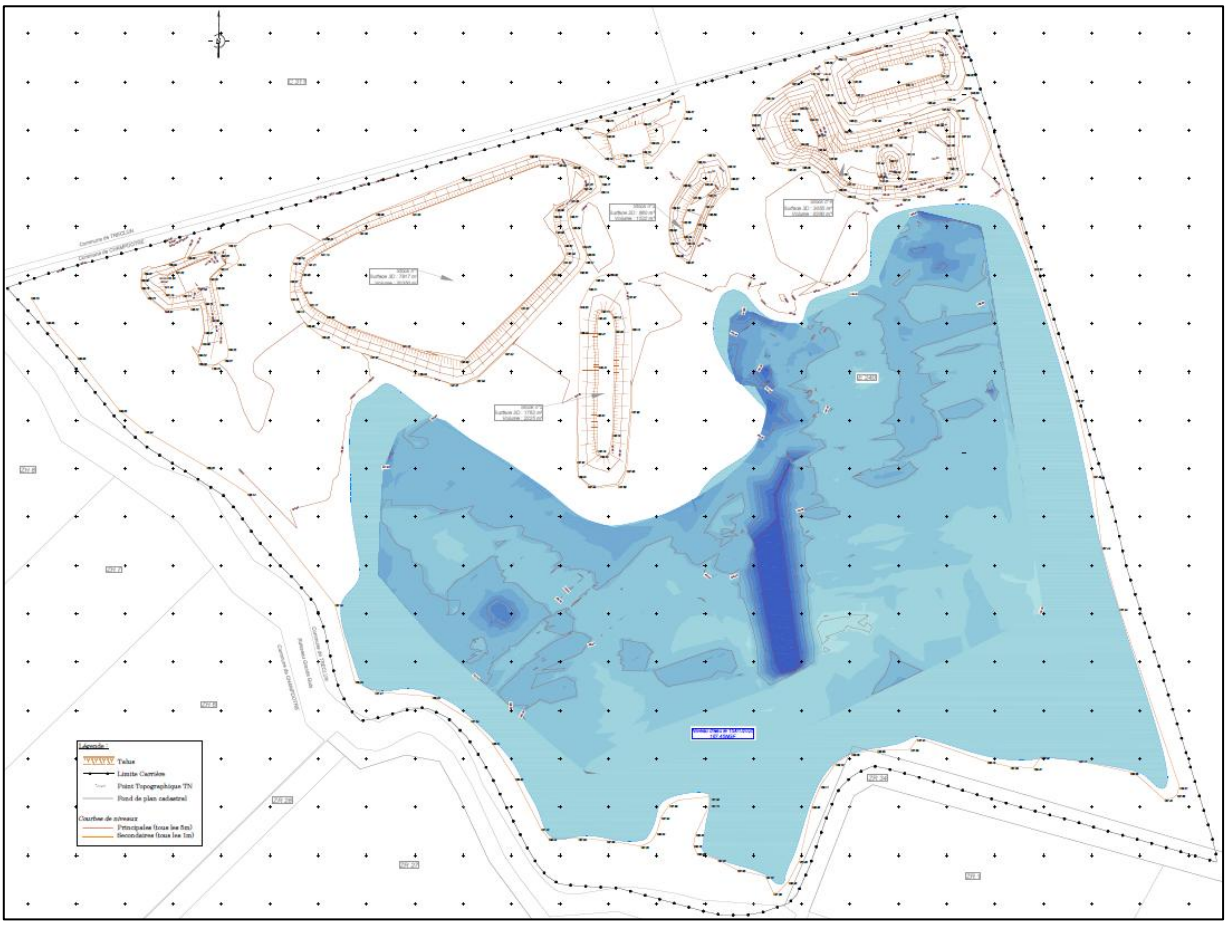


Figure 4 : Plan topographique du site – janvier 2025

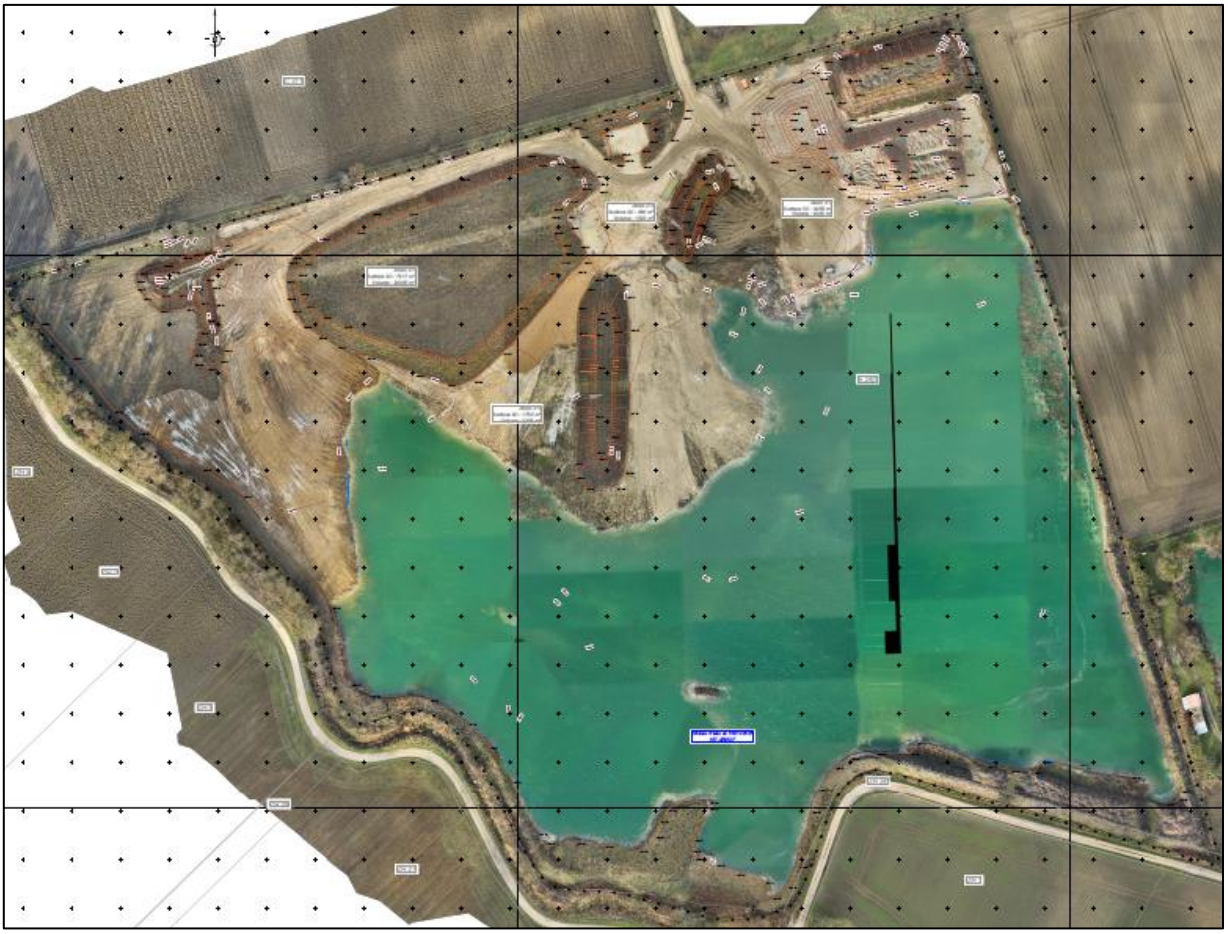


Figure 5 : Plan topographique du site – janvier 2025 (orthophoto)

3.2. Caractéristiques de l'exploitation

L'exploitation se déroule en 4 étapes :

- Décapage et stockage des matériaux superficiels – Découverte ;
- Extraction du gisement ;
- Évacuation des matériaux ;
- Remise en état du site.

3.2.1. Décapage et stockage des matériaux superficiels – Découverte

L'opération de décapage consiste à retirer les matériaux superficiels, que l'on nomme « la découverte », et qui correspondent dans le cas présent à de la terre végétale. Le décapage permet d'accéder au gisement exploitable sous-jacent.

Les matériaux de découverte sont décapés progressivement suivant le phasage d'extraction.

Les matériaux de découverte pourront servir à consolider et compléter le merlon périphérique. Ils serviront également à la remise en état du site. Pour cela, ils seront stockés provisoirement dans des zones dédiées puis ils seront repris au fur et à mesure de l'avancement de la remise en état.

Aucun vestige archéologique n'a été, à ce jour, recensé sur la surface sollicitée. Cependant, conformément au titre V du Code du Patrimoine, Monsieur le préfet de région indiquera la démarche à suivre en fonction de la nature et l'intérêt du patrimoine archéologique local. L'exploitation de la carrière s'effectuera conformément à la loi modifiée du 17 janvier 2001 relative à l'archéologique préventive, et à son décret d'application du 3 juin 2004.

Notamment, l'exploitant signalera sans délai au service régional de l'archéologie (SRA) de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Bourgogne-Franche-Comté toute découverte archéologique fortuite lors des travaux de décapage ou d'extraction et prendra toutes les mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour.

3.2.2. Extraction du gisement

L'exploitation de la carrière est réalisée à ciel ouvert à l'aide d'une pelle mécanique.

La description de l'extraction est la suivante :

- Épaisseur moyenne d'extraction : 3,5 mètres.
- Suivant un phasage composé de 2 phases ;
- Bande réglementaire de 10 m entre les limites d'autorisation et la limite d'extraction.

Le phasage d'extraction est présenté à la Figure 6 ci-après.

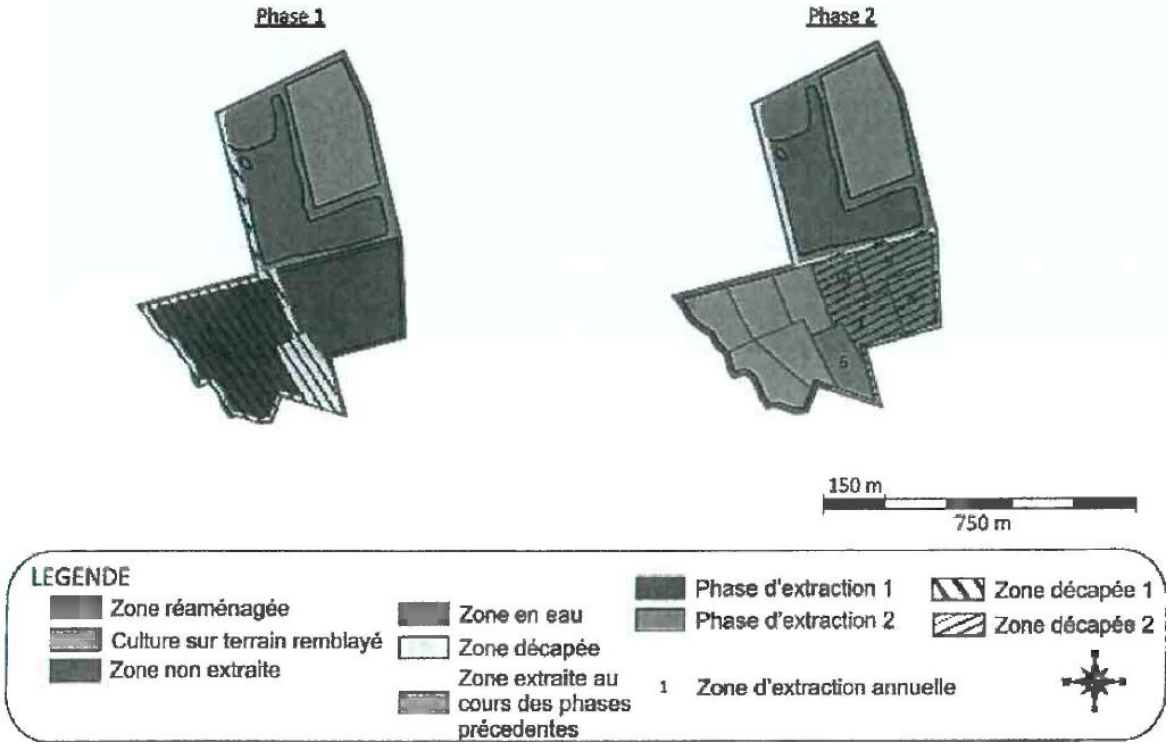


Figure 6 : Phasage d'extraction prévu par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017

3.2.3. Historique des volumes exploités

D'après l'article 1.2.3 de l'AP du 21 mars 2017, la réserve de gisement estimée était de 558 100 tonnes commercialisable. D'après l'exploitant et le plan topographique de janvier 2025, le gisement restant à extraire début 2025 est de 334 000 tonnes commercialisable.

Comme demandé par le schéma des carrière concernant les matériaux alluvionnaires, l'AP de 2017 stipule une diminution annuelle de 2% de la production commercialisable autorisée :

Année	Production *(tonnes)*	Année	Production *(tonnes)*
2017	61 000	2022	55 100
2018	59 800	2023	54 100
2019	58 600	2024	53 000
2020	57 400	2025	51 900
2021	56 300	2026	50 900

3.2.4. Stockage et évacuation des matériaux

3.2.4.1. Stockage

Le stockage des matériaux et des stériles se fait conformément aux emplacements prévus sur une hauteur maximale de 4 m. Il est limité au strict nécessaire alors que le traitement des matériaux s'effectue dans une installation distante autorisée sur le site de Bressey-sur-Tille.

3.2.4.2. Évacuation

Les camions, en sortie du site, empruntent la RD 110a en direction de Tréclun et après le pont franchisant la Tille, tournent à gauche pour suivre successivement sur 1600 m, un chemin communal, une piste privée et un autre chemin communal jusqu'au carrefour avec la RD 31. Puis après 1100 m sur cette RD 31, on accède à la RD 905 qui conduit à Bressey-sur-Tille via Genlis et Chevigny-Saint-Sauveur. L'emprunt des chemins communaux a obtenu l'accord de leur propriétaires, les Associations Foncières de Pluvet et de Tréclun. L'exploitant prend en charge l'entretien de ceux-ci, sachant que s'il doit fournir des matériaux aux associations foncières, ceux-ci seront exclusivement en provenance de roche massive concassée, dans le respect du Schéma Départemental des Carrières de Côte d'Or.

L'évacuation des matériaux par la route est réalisée par des ensembles routiers possédant une charge utile minimum de 25 tonnes, afin de limiter le nombre de passages. Ces véhicules respectent en tous points les conditions générales de circulation liées au transport de marchandises par route. L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7 h et 17h.

L'exploitant veille au respect des conditions du chargement des véhicules sortant du site (répartition équilibrée, pas de surcharge, absence de pertes ou d'envol sur le domaine public).

Le projet prévoit de demander une production moyenne inférieure à la production actuellement autorisée jusqu'en 2028 puis une production annuelle plus élevée durant les 3,5 dernières années d'exploitation (compensation de la fermeture du site de Genlis). La production alluvionnaire totale de la société exploitante observera une baisse annuelle de 2% chaque année comme le stipule le futur Schéma Régional des Carrières de Bourgogne Franche-Comté.

3.2.5. Remblaiement

D'après l'article 2.5.3.1 de l'AP du 21 mars 2017, le remblayage de la carrière par l'apport de matériaux inertes est réglementé. Le remblaiement du site est réalisé prioritairement avec les déchets d'exploitation (fines de lavage et découverte). Pour les apports de matériaux, quelle que soit leur origine :

- un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux ...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers) ;

- les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur la plate-forme de réception afin de réaliser un contrôle visuel et un tri éventuel. Des containers sont disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois ,ferrailles, ...). Ils sont éliminés vers des filières autorisées ;

- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi réglementaire ;

- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, le résultat du contrôle visuel, le cas échéant le motif de refus d'admission, et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les zones de remblais identifiées ne sont pas supérieures à 500 m^2. Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le remblaiement des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes d'origine naturelle, non valorisable et non réutilisable sur leur lieu de provenance :

- 17 05 04 (Terres et cailloux, y compris déblais, à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
- 20 02 02(Terres et pierres provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Ne sont pas admis sur le site : les matériaux de démolition du bâtiment, les matériaux issus de la déconstruction routière (enrobés, ballast...), les matériaux contenant du bois, du plâtre, du plastique ou de l'amiante, les terres provenant de sites contaminés, les terres contenant des plantes invasives telle que la renouée du Japon.

Sont également interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;

- les déchets dont la perméabilité est inférieure à 10-6 mis ;

- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;

- les déchets non pelletables ;

- les déchets pulvérulents.

3.2.6. Remise en état du site

Le réaménagement continuera d'être coordonné à l'extraction. Le projet de remise en état du site, inchangé, vise essentiellement à :

- Assurer la sécurité du site.
- Permettre une bonne intégration paysagère du site ;
- Diversifier les habitats pour la faune et la flore par des aménagements adaptés aux enjeux potentiels.

Par ailleurs, l'ensemble des installations et les éventuels stocks encore présents sur le site seront démontés et évacués.

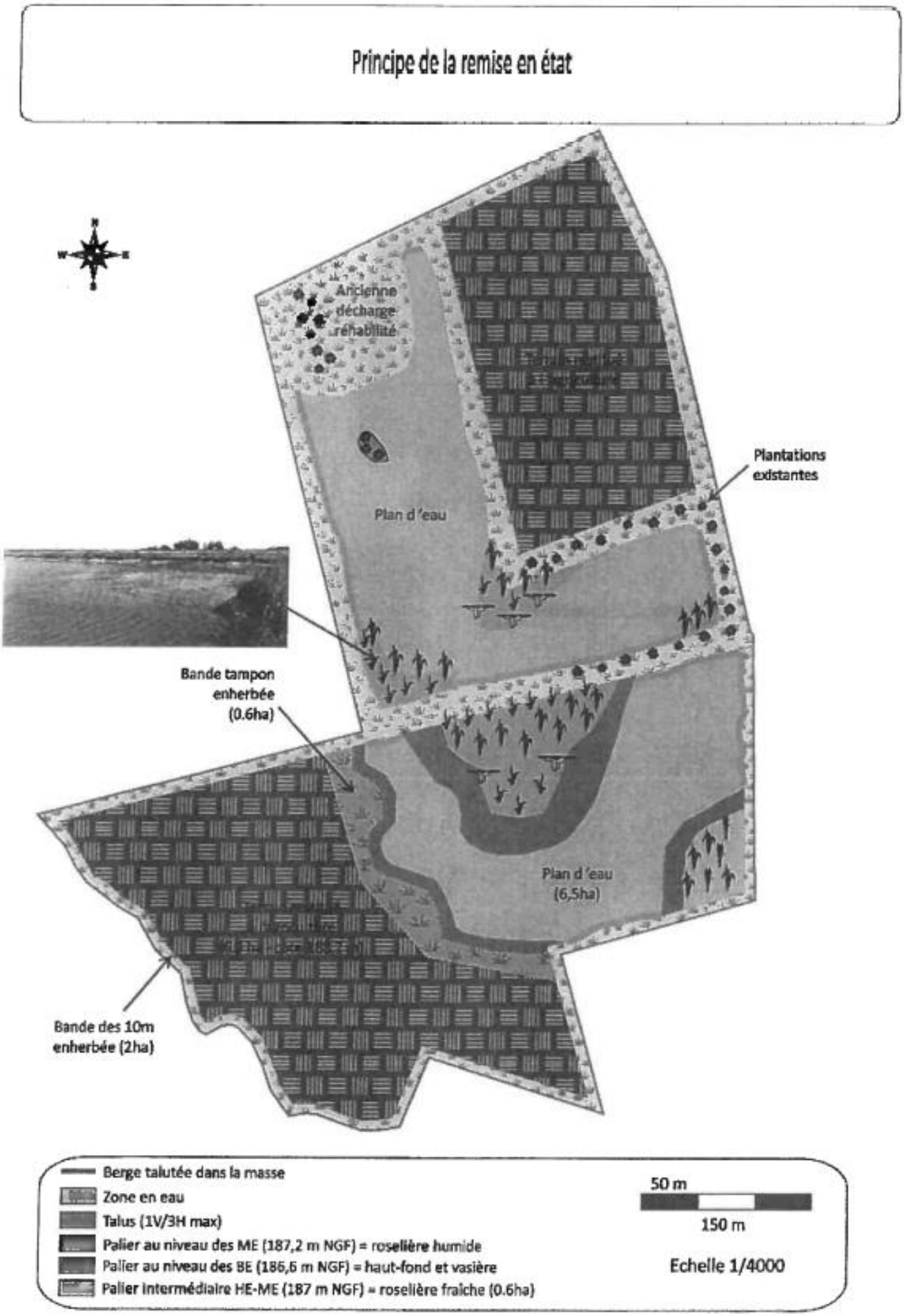


Figure 7 : Principe de remise en état prévu par l'arrêté du 21 mars 2017

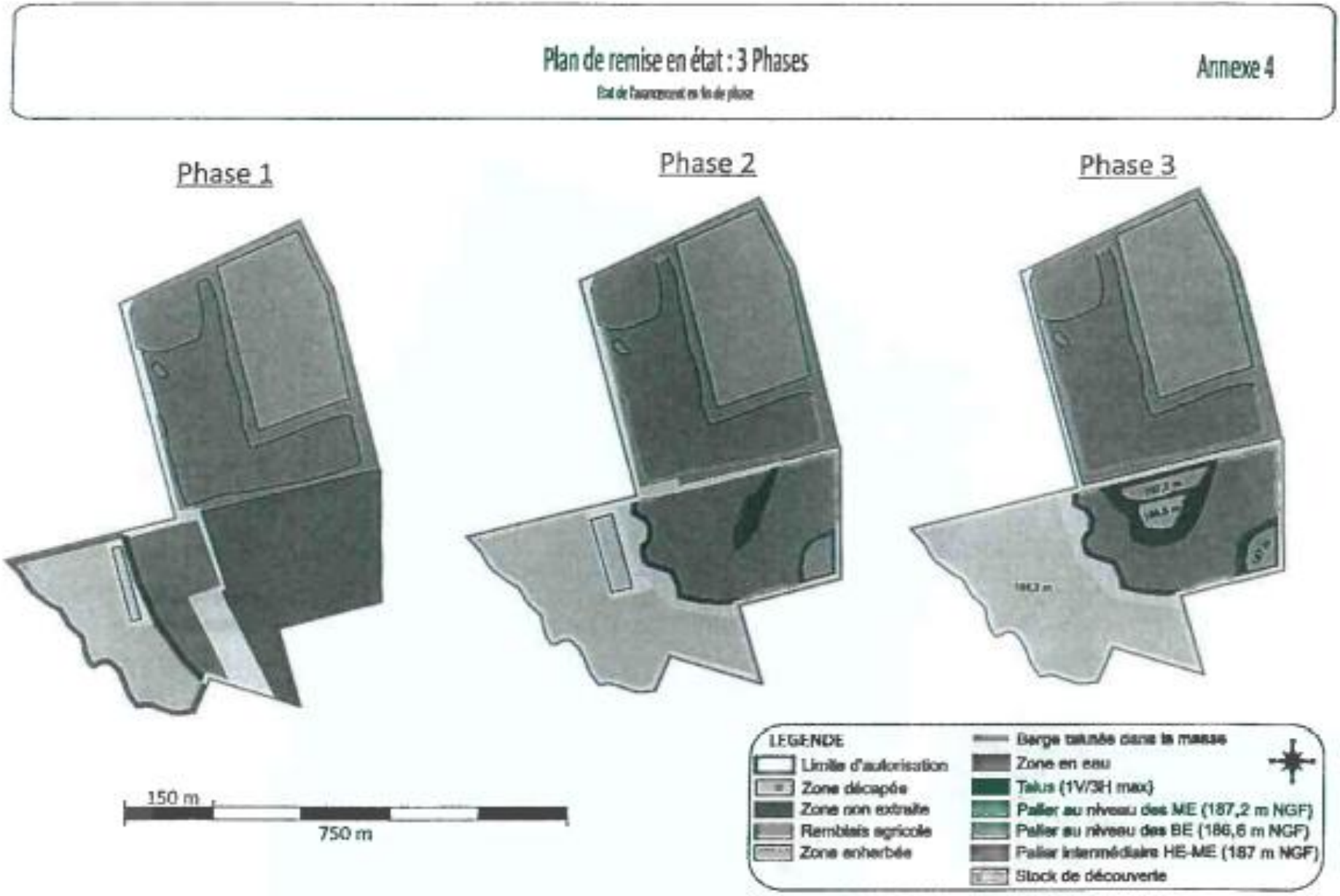


Figure 8 : Phasage de la remise en état issu de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 2017

3.3. Contrôle du suivi réglementaire

3.3.1. Bruit environnemental

La fréquence prescrite pour ces mesures est triennale. Une campagne de mesure avait été réalisée le 20 août 2020. De ce fait, une nouvelle campagne a été réalisée le 10 octobre 2023 par la société *Sciences Environnement*.

Ces mesures ont été réalisées dans le cadre du contrôle du bruit en fonctionnement d'une carrière soumise à autorisation comme cela est prévu dans l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017 régissant le site de Tréclun. Cette installation classée doit également respecter la réglementation sur les installations classées en matière d'émissions de bruits avec l'arrêté du 23 janvier 1997.

Les mesures ont été effectuées (sans déroger à aucune de ses dispositions) selon la norme AFNOR NFS 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement » de décembre 1996 conformément à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 intitulée « Méthode de mesure des émissions sonores ». Les mesures ont été effectuées lors de cette campagne en 6 points de mesure (Figure 9) :

- **LIM** : Limite Nord du site ;
- **ZER-1** : Habitation la plus proche au lieu-dit « Les Grands Champs », à 1 km à l'Ouest du site ;
- **ZER-2** : Habitation la plus proche au lieu-dit « Château Mont Richard », à 1,4 km au Sud du site ;
- **ZER-3** : Habitation la plus proche au lieu-dit « Le Sauvigné », à 1,9 km au Sud-Est du site ;
- **ZER-4** : Habitation la plus proche située au chemin du Moulin sur la commune de Champdôtre, à 1,8 km à l'Est du site.
- **ZER-5** : Habitation la plus proche à Tréclun, à 1,1 km au Nord-Est du site.

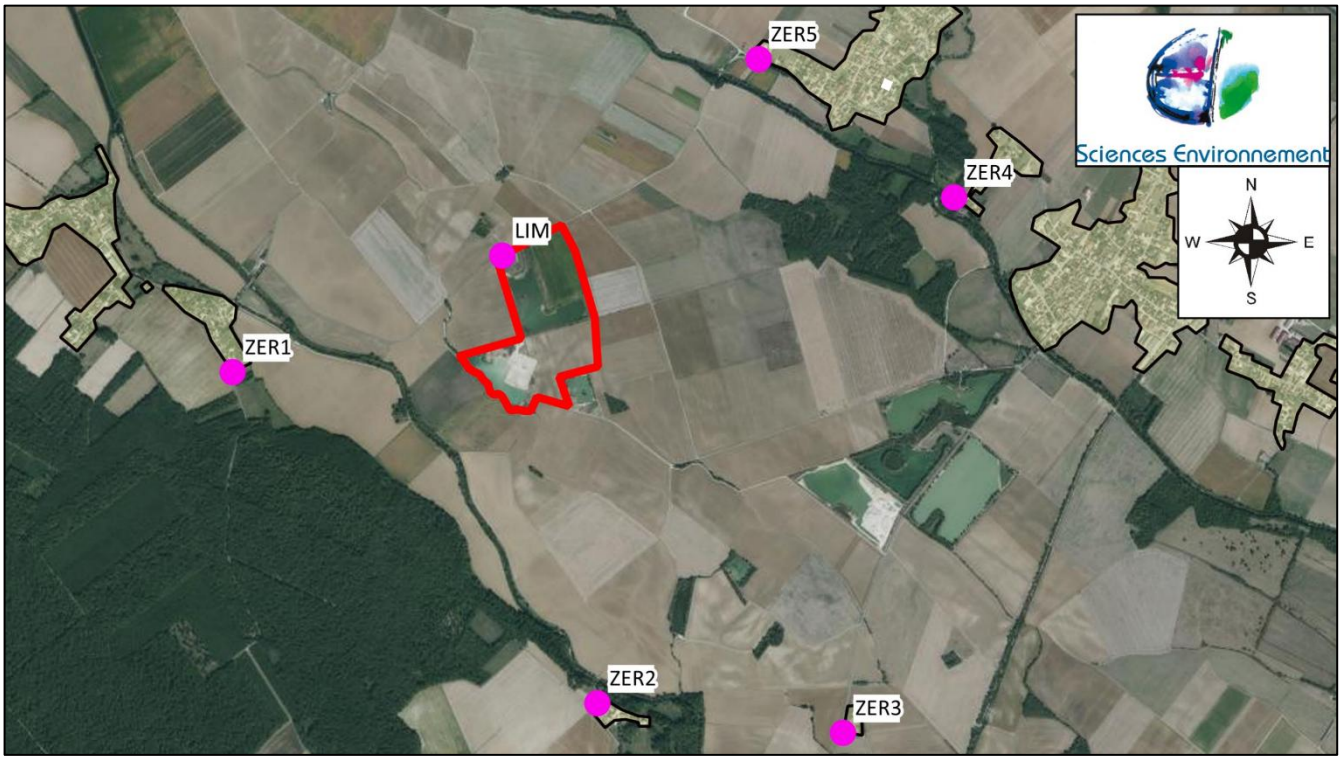


Figure 9 : Localisation des points de mesures des niveaux sonores

Tableau 3 : Niveau sonore (bruit ambiant) mesuré en limite du site

Emplacement	Niveau sonore avec installation en marche	Niveau sonore réglementaire admissible
LIM	**LA_{eq} = 56,0 dB (A)**	**65,0 dB(A)**

Tableau 4 : Calcul de l'émergence au niveau des zones à émergence réglementée

Lieu	Niveau sonore avec site en fonctionnement (bruit ambiant)	Niveau sonore avec site à l'arrêt (bruit résiduel)	Emergence calculée	Emergence réglementaire admissible
ZER-1	L_{50} = 34,5 dB (A)	L_{50} = 29,0 dB (A)	**5,5 dB (A)**	**6 dB (A)**
ZER-2	LA_{eq} = 30,0 dB (A)	LA_{eq} = 30,0 dB (A)	**0,0 dB (A)**	**6 dB (A)**
ZER-3	L_{50} = 43,5 dB (A)	L_{50} = 42,0 dB (A)	**1,5 dB (A)**	**6 dB (A)**
ZER-4	L_{50} = 34,5dB (A)	L_{50} = 32,5 dB (A)	**2,0 dB (A)**	**6 dB (A)**
ZER-5	L_{50} = 32,5 dB (A)	L_{50} = 35,5 dB (A)	**0,0 dB (A)**	**6 dB (A)**

- ✓ Les émergences calculées au niveau des différents points de mesures sont inférieures au seuil toléré par la réglementation ;
- ✓ La mesure en limite de site montre une LA_{eq} inférieure au seuil réglementaire en limite d'autorisation.

⇨ **L'ensemble de l'activité du site de Tréclun, exploité par la société MAGGIONI, dans sa configuration actuelle, est conforme à la réglementation relative aux émissions de bruit** notamment à l'arrêté du 23 janvier 1997 qui s'applique aux ICPE depuis le décret du 24 janvier 2001 mais également à **l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017** régissant le site de Tréclun.

3.3.2. Eaux

3.3.2.1. Superficielles

Une aire étanche pour le stationnement des engins et un décanteur-déshuileur ont été installés en juillet 2018, à la reprise des travaux d'extraction.

Le décanteur-déshuileur a fait l'objet d'un prélèvement (*Sciences Environnement*) le 15 mars 2023, par temps pluvieux. Les résultats de cette analyse sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Unité	Valeur limite	17/12/2020	21/01/2021	06/12/2021	19/12/2022	15/03/2023	12/12/2024
Hydrocarbures								
Indice hydrocarbure C10 – C40	mg/l	**5**	38,9	17,6	455	< 0,5	< 0,1	< 0,1
Paramètres physico-chimiques								
DCO	mg/l	**125**	Non-analysée	43	302	37	32	76
MES	mg/l	**35**	1860	29	180	25	1170	560

Le prélèvement montre des résultats corrects à l'exception des teneurs en matière en suspension (MES) élevées dépassant la limite définie dans l'arrêté d'autorisation (35 mg/l). Cette concentration peut s'expliquer par les conditions de prélèvements : le prélèvement a été réalisé après un épisode pluvieux susceptible d'avoir entrainé la mise en suspensions des particules fines présentes dans le décanteur.

3.3.2.2. Souterraines

Qualité

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2017 prévoit, dans son article 2.3.6. relatif au réseau de surveillance des eaux souterraines, la mise en place d'au moins 3 piézomètres, 2 en aval et 1 en amont, implantés sur la base d'une étude hydrogéologique.

Depuis 2022, le programme analytique a évolué : les prélèvements sont réalisés sur les piézomètres 1, 4 et 5. Par rapport aux précédentes campagnes de suivi, le plan d'eau et le piézomètre 2 ne font plus l'objet de prélèvement et le niveau d'eau au piézomètre 3 n'est plus relevé.

Les prélèvements ont été réalisés par *Sciences Environnement* le 12 juin et le 30 octobre 2024. L'implantation des piézomètres est indiquée sur le plan de la Figure 10.



Figure 10 : Plan de situation générale

Les tableaux de synthèse des analyses sont reproduits en Annexe 6. Les principaux résultats sont résumés ci-après.

- **12 juin 2024**

Les résultats d'analyses effectuées sur les prélèvements d'eau du 12 juin 2024 montrent une eau présentant une bonne qualité générale sur les paramètres recherchés. Les analyses montrent dans le détail :

• Des teneurs en matière en suspensions (MES) inférieures au seuil de quantification (<2 mg/l) en Pz1 et Pz4 et une teneur de 3,8 mg/l en Pz5 ;

• Des valeurs de demande biochimique en oxygène (DBO5) inférieures au seuil de quantification (<0,5 mg/l) et de carbone organique total (COT) comprises entre 1,4 et 1,6 mg/l ;

• Des valeurs de chlorures, nitrates, sulfates et sodium similaires aux précédentes campagnes ;

• Absence d'hydrocarbures (indice C10-C40), de BTEX et de PCB ;

• Absence d'HAP à l'exception de détection de phénanthrène et naphtalène en Pz1 (amont) et de phénanthrène en Pz4 et Pz5 (aval) à des concentrations proches des limites de quantification et inférieures à 4 mg/l ;

• Pour les métaux : absence de détection en antimoine, cadmium, mercure, plomb, zinc. Des concentrations en baryum et sélénium similaires aux précédentes campagnes. Des détections d'arsenic, chrome, cuivre, molybdène et nickel sont également faites à des concentrations similaires à la précédente campagne. A noter que pour ces 5 paramètres, les concentrations sont inférieures à la limite de quantification jusqu'alors fixée par le laboratoire avant 2023. Pour ces derniers paramètres, les quantifications faites depuis 2023 ne peuvent ainsi pas être rattachées directement à l'apparition de ces éléments dans les eaux au droit du site mais semblent être la conséquence directe de l'abaissement de la limite de quantification du laboratoire.

- **30 octobre 2024**

Les résultats d'analyses effectuées sur les prélèvements d'eau du 30 octobre 2024 montrent une eau présentant une bonne qualité générale sur les paramètres recherchés en Pz1, Pz4 et Pz5. Les analyses montrent dans le détail :

• Des teneurs en matière en suspensions (MES) inférieures au seuil de quantification (<2 mg/l) en Pz1 ou proches en Pz4 et Pz5 avec respectivement 4,2 et 2,5 mg/l ;

• Des valeurs de demande biochimique en oxygène (DBO5) et de demande chimique en oxygène (DCO) inférieures ou proches du seuil de quantification et de carbone organique total (COT) comprises entre 1,2 et 1,7 mg/l ;

• Des valeurs de chlorures, nitrates, sulfates et sodium similaires aux précédentes campagnes ;

• Absence de PCB et d'hydrocarbures (indice C10-C40), à l'exception de Pz1 où l'indice hydrocarbure a été mesuré à une valeur égale au seuil de quantification (0,1 mg/l) ;

• Absence de BTEX. A noter la détection du paramètre m-, p-Xylène sur les 3 piézomètres à des faibles concentrations : entre 0,024 et 0,038 µg/l, ;

• Absence d'HAP à l'exception de détection de phénanthrène en Pz1 (amont) et Pz5 (aval) à des concentrations très faibles et proches de la limite de quantification de 1 ng/l ;

• Pour les métaux : absence de détection en antimoine, cadmium, mercure, plomb. Du zinc a été mesuré sur les trois piézomètres de suivi à des concentrations comprises entre 1,68 et 3,57 µg/l. Des concentrations en baryum et sélénium similaires aux précédentes campagnes. Des détections d'arsenic, chrome, cuivre, molybdène et nickel sont également faites à des concentrations similaires à la précédente campagne. A noter que pour ces 5 paramètres, les concentrations sont inférieures à la limite de quantification jusqu'alors fixée par le laboratoire avant 2023. Pour ces derniers paramètres, les quantifications faites depuis 2023 ne peuvent ainsi pas être rattachées directement à l'apparition de ces éléments dans les eaux au droit du site mais semblent être la conséquence directe de l'abaissement de la limite de quantification du laboratoire.

Plusieurs paramètres détectés lors de cette campagne de prélèvements sont très rarement quantifiés au cours du suivi : il s'agit des paramètres m-, p-Xylène (BTEX), phénanthrène (HAP) et du zinc.

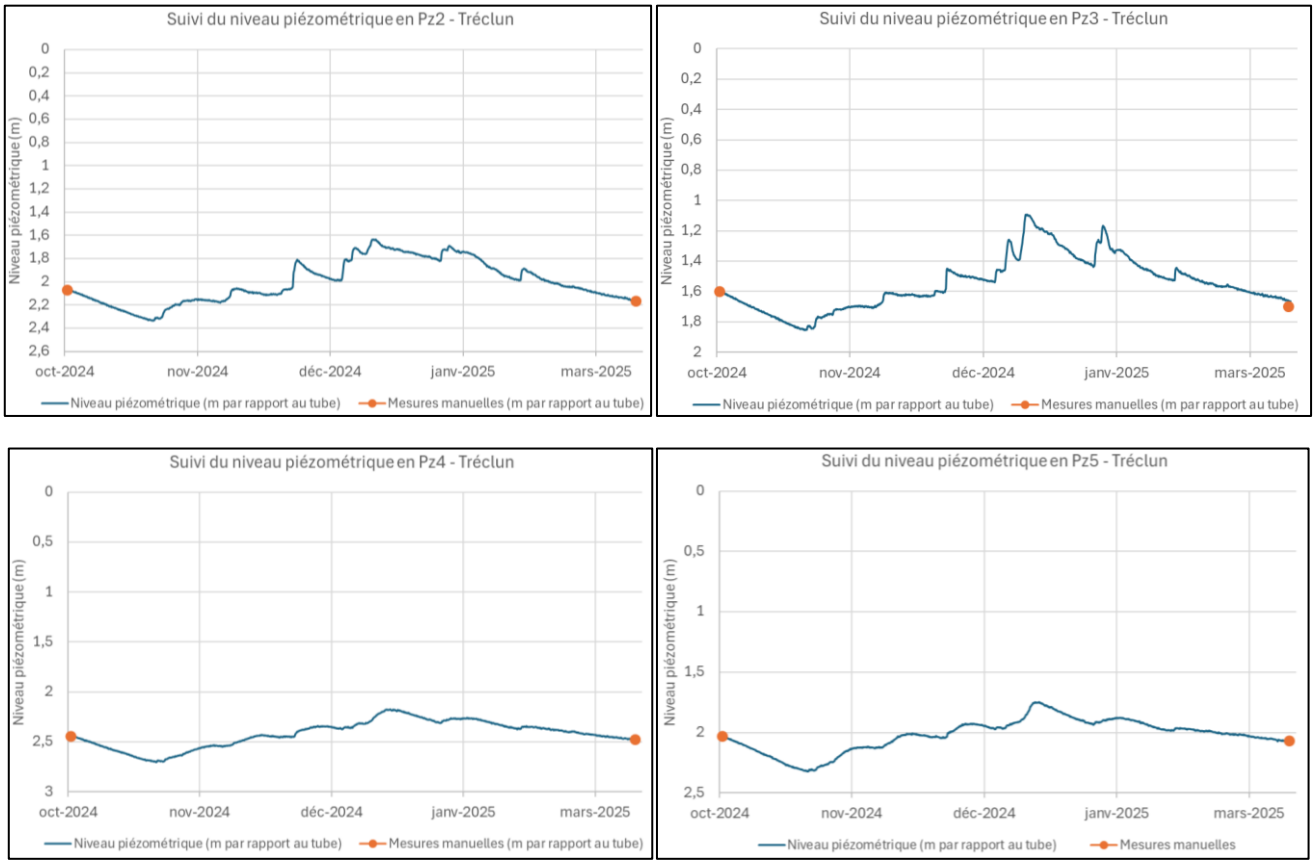
Les éléments disponibles ne permettent toutefois pas de conclure à un impact du site d'exploitation de Tréclun sur les eaux souterraines dans la mesure où ces paramètres sont également détectés sur le piézomètre Pz1 situé à l'amont du site et qui constitue le piézomètre de référence.

Les mesures disponibles ne mettent en évidence aucun impact négatif de la carrière sur les eaux souterraines

Niveaux

L'arrêté préfectoral de 2017 prévoit la réalisation de mesures de niveau de la nappe tous les mois. Ce suivi est effectif depuis octobre 2024 sur l'ensemble des piézomètres, à l'exception de Pz1 qui est endommagé. L'exploitant s'engage à réparer celui-ci et l'équiper d'une sonde afin de réaliser ces mesures dès que possible. Les démarches sont en cours.

Le suivi de niveau d'eau est réalisé en continu au moyen de sondes de mesures qui enregistrent à un pas de temps de 2 heures. Les sondes sont relevées deux fois par an, lors des campagnes de prélèvements d'eau.



3.3.2.3. Remblais

Remblais 2024

L'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral indique « Chaque année, l'exploitant procède à au moins deux prélèvements d'échantillons dans les zones remblayées ».

Des analyses sur ces zones ont été effectuées le 05 juin 2024 et les résultats sont présentés en annexe 7.

L'intégralité des matériaux utilisés pour le remblaiement du site de Tréclun-Champdôtre présentent des analyses conformes aux valeurs réglementaires.

Remblais antérieurs

Les premiers remblais ont été mis en place en 2019. Des prélèvements ont été réalisés entre 2019 et 2022. Il n'y a pas eu de prélèvement en 2020, en raison d'un volume de remblaiement très faible.

Sur les analyses antérieures réalisées, seules deux présentaient des non-conformités concernant le COT sur le brut. Dans les deux cas, le COT sur la fraction soluble était conforme.

Tous les autres paramètres sont historiquement conformes.

3.3.3. Conclusion du suivi environnemental

Les mesures des niveaux sonores sont conformes à la réglementation en vigueur.

Les mesures d'auto-surveillance sur les eaux souterraines ne mettent en évidence aucun impact négatif de la carrière.

Le contrôle de remblai ne montre pas d'anomalie.

4. MODIFICATIONS SOLLICITEES

4.1. Modification des caractéristiques du projet

Dans le cadre de ce porter à connaissance, MAGGIONI souhaite poursuivre l'exploitation d'un gisement de bonne qualité à un rythme de production semblable afin de permettre l'exploitation totale du gisement initialement autorisé en 2017.

Tableau 5 : Synthèse des modifications des caractéristiques du projet

<table>
<tr><th>Sujet</th><th>Prévu par l'arrêté du 21 mars 2017</th><th>Modification liée à la demande</th></tr>
<tr><td>Nature de l'autorisation</td><td colspan="2">Exploitation d'une carrière à ciel ouvert</td></tr>
<tr><td>Rubrique de la nomenclature ICPE</td><td colspan="2">2510-1 : exploitation de carrière – Autorisation</td></tr>
<tr><td>Durée autorisation</td><td>10 ans – jusqu'en mars 2027</td><td>14,5 ans – jusqu'en septembre 2031</td></tr>
<tr><td>extraction</td><td>9 ans – jusqu'en mars 2026</td><td>14 ans – jusqu'en mars 2031</td></tr>
<tr><td>Localisation du site</td><td colspan="2">Communes de Tréclun et Champdôtre</td></tr>
<tr><td>Type de matériaux</td><td colspan="2">Matériaux alluvionnaires</td></tr>
<tr><td>Superficie</td><td>30 ha 68 a 53 ca</td><td>16 ha 17 a 74 ca</td></tr>
<tr><td>Tonnage restant à extraire</td><td>558 100 tonnes</td><td>334 000 tonnes</td></tr>
<tr><td>Épaisseur moyenne d'extraction</td><td colspan="2">3,5 mètres</td></tr>
<tr><td>Production annuelle moyenne de granulats sur la gravière de Tréclun (voir détail au Tableau 6 – chapitre 4.2 pour la production totale MAGGIONI)</td><td>2025 : 51 900 tonnes
2026 : 50 900 tonnes</td><td>2025 : 37 000 tonnes
2026 : 40 000 tonnes
2027 : 45 000 tonnes
2028 : 58 800 tonnes
2029 : 57 600 tonnes
2029 : 56 500 tonnes
2029 : 39 100 tonnes</td></tr>
<tr><td>Garanties financières</td><td><table><tr><th>Période</th><th>Montant</th></tr><tr><td>Période 1</td><td>159 797 €</td></tr><tr><td>Période 2</td><td>191 393 €</td></tr><tr><td>Période 3</td><td>108 774 €</td></tr></table></td><td><table><tr><th>Période</th><th>Montant</th></tr><tr><td>2025-2030</td><td>124 113 €</td></tr><tr><td>2030-2031</td><td>65 526 €</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Horaires de travail</td><td colspan="2">7h00-12h00 / 13h30-17h00</td></tr>
<tr><td>Remise en état</td><td colspan="2">Mise en sécurité du site, intégration paysagère, intérêts écologiques</td></tr>
</table>

4.2. Mise à jour des plans de phasage

Tableau 6 : Mise à jour du phasage d'extraction des gravières MAGGIONI

Année	TRÉCLUN		GENLIS		Total MAGGIONI	
	AP actuel	Projet	APC actuel	Projet	Actuel	Projet
	Production *(tonnes)*	Production *(tonnes)*	Production *(tonnes)*	Production *(tonnes)*	Production *(tonnes)*	Production *(tonnes)*
2025	*51 900*	**37 000**	*48 900*	*36 000*	*100 800*	**73 000**
2026	*50 900*	**40 000**	*X*	*30 000*	*50 900*	**70 000**
2027	*X*	**45 000**	*X*	*19 000*	*X*	**64 000**
2028	*X*	**58 800**	*X*	*X*	*X*	**58 800**
2029	*X*	**57 600**	*X*	*X*	*X*	**57 600**
2030	*X*	**56 500**	*X*	*X*	*X*	**56 500**
2031	*X*	**39 100**	*X*	*X*	*X*	**39 100**
Total	*102 800*	**334 000**	*48 900*	*85 000*	*151 700*	**419 000**

Le présent dossier concerne la demande de prolongation de 4,5 ans de la durée d'autorisation et de 5 ans la durée d'extraction. Cette demande implique la mise à jour du plan de phasage d'exploitation en adaptant la phase d'extraction. L'exploitation durant ces 5 années supplémentaires permettra de poursuivre l'extraction vers du gisement initialement autorisé en 2017. Les nouveaux phasages ont été élaborés en prenant en considération les réserves actuelles des gisements autorisés et en préservant une diminution de la production totale des alluvions par la société MAGGIONI de 2% par an comme demandé par le projet de schéma régional des carrières de Bourgogne Franche-Comté.

Sur la base de ce nouveau phasage, les garanties financières seront recalculées.

Tableau 7 : Nouveau phasage d'extraction de la gravière de Tréclun-Champdôtre

Phase	Année	TRÉCLUN					
		Extraction			Remblaiement		
		Surface *(m^2)*	Production *(m^3)*	Production *(tonnes)*	Surface *(m^2)*	Remblais *(m^3)*	Remblais *(tonnes)*
1	2025	*6 220*	*21 765*	37 000	*37 000*	130 000	234 000
	2026	*6 720*	*23 530*	40 000			
	2027	*7 565*	*26 470*	45 000			
	2028	*9 880*	*34 590*	58 800			
	2029	*9 680*	*33 880*	57 600			
2	2030	*9 500*	*33 235*	56 500	*11 500*	45 000	81 000
	2031	*6 570*	*23 000*	39 100			
Total		***56 135***	***196 470***	**334 000**	***48 500***	**175 000**	**315 000**

Lors de ces deux phases, l'extraction permettra de poursuivre et finaliser l'avancement de l'extraction du gisement de Tréclun-Champdôtre d'Est en Ouest. Ceci permettra l'extraction d'environ 334 000 tonnes de gisement commercialisable sur 6,5 ans (6 mois supplémentaires étant consacrés à la finnalisation de la remise en état du site).

Le nouveau plan de phasage est illustré ci-après.



Figure 12 : Phase 1 (années 1-5)

Figure 11 : Phase 2 (années 6-7)

4.3. Révisions des garanties financières

La prolongation de l'autorisation implique d'établir un nouveau plan de phasage d'exploitation et de réévaluer les garanties financières, même si l'état final du site reste identique.

L'article L 516-1 du Code de l'Environnement prévoit la mise en place de garanties financières.

Elles sont calculées par période de 5 ans, et permettent au préfet, en cas de défaillance de l'exploitant, de lever les fonds nécessaires à la réalisation des travaux visant à la remise en état du site et à son intégration dans le paysage. Le montant de ces garanties financières est calculé en fonction de l'évolution de la carrière.

Elles prennent la forme d'un acte de cautionnement solidaire auprès d'un établissement bancaire. Le document est transmis au préfet au plus tard lord du dépôt de la déclaration de début d'exploitation.

Dans le cas d'une modification importante du phasage, le calcul des garanties financières doit être révisé. En effet, d'après l'arrêté préfectoral, « toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des garanties financières est subordonné à la constitution préalable de nouvelles garanties financières ».

Les modalités de calcul des garanties financières sont définies par l'arrêté du 9 février 2004, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009.

Comme il s'agit d'une carrière exploitée en fosse/flanc de coteau, la formule de calcul retenue est la suivante :

$$\mathbf{CR = \alpha \times (S1C1 + S2C2 + S3C3)}$$

Avec :

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée

α = index/index0 x [(1+TvaR)/(1+Tva0)]

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral. Le dernier indice TP 01 connu est celui de novembre 2022 et est égal à 127,3 ;

Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5, soit 94,5 (base 100 en 2010).

TVAR : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,2 ;

TVA0 : taux de la TVA applicable en août 2012 soit 0,196.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L3 (en 3) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :

C1 : 15 555 euros / ha ;

C2 : 36 290 euros / ha pour les 5 premiers hectares ; 29 625 euros / ha pour les 5 suivants ; 22 220 euros / ha au-delà ;

C3 : 47 euros / m.

Ci-après, le détail des calculs (**Tableau 8**).

Tableau 8 : Calcul des garanties financières pour les phases d'exploitations envisagées

Phase	Type de surface	Surface (ha)	Cout unitaire (€/ha)	Cout total (€)		Alpha*	Cout final (€)
1	**S1**	2,3	15 555,00 €	35 777 €	76 143 €	1,63	**124 113 €**
	S2	0,4	36 290,00 €	14 516 €			
	L3	550	47,00 €	25 850 €			
2	**S1**	2,2	15 555,00 €	34 221 €	40 200 €	1,63	**65 526 €**
	S2	0,1	36 290,00 €	3 629 €			
	L3	50	47,00 €	2 350 €			

* le dernier indice publié au JO est celui de avril 2025 (publié le 15 juin 2025). L'indice TP est de 131,4 (index) soit un coefficient α : ((131,4 x 6,5345) / 616,5) x ((1 + 0,2) / (1 + 0,196)) =1,63.

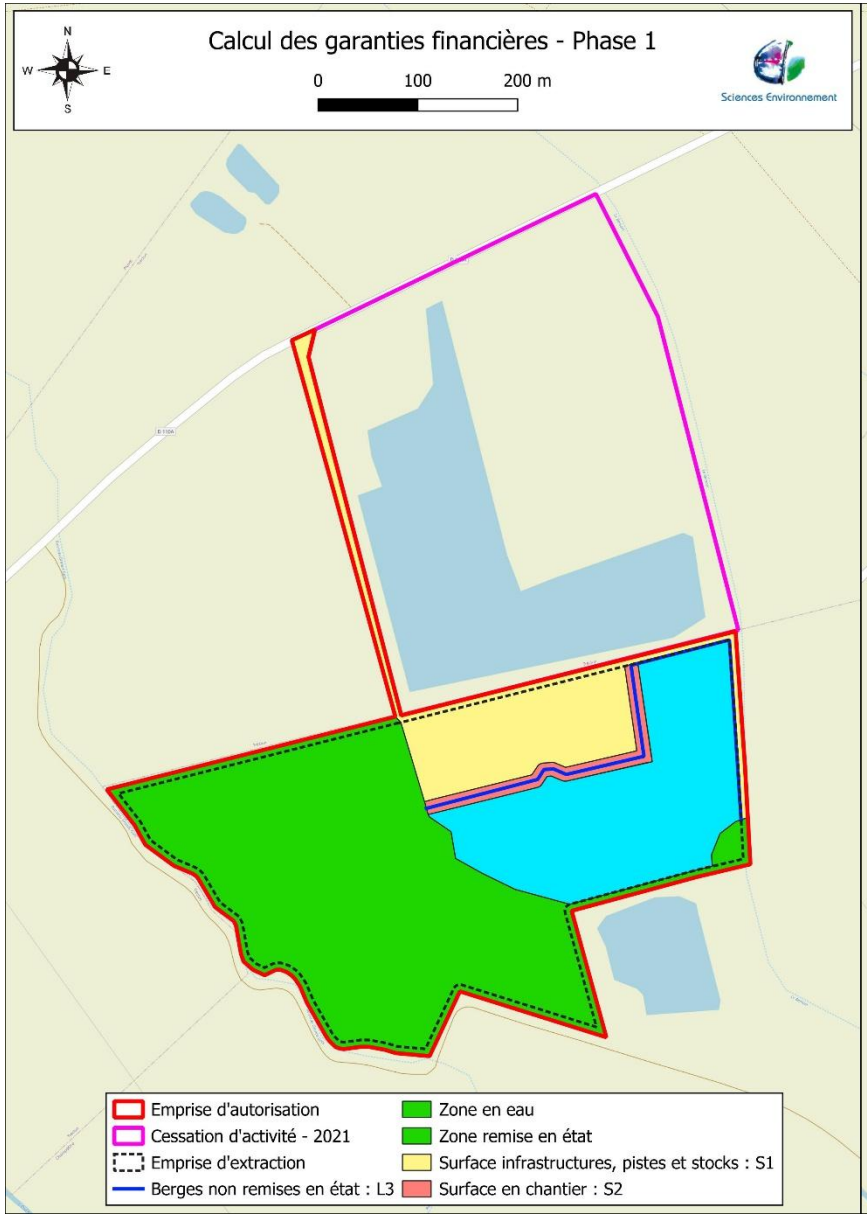


Figure 12 : Garanties financières – phase 1

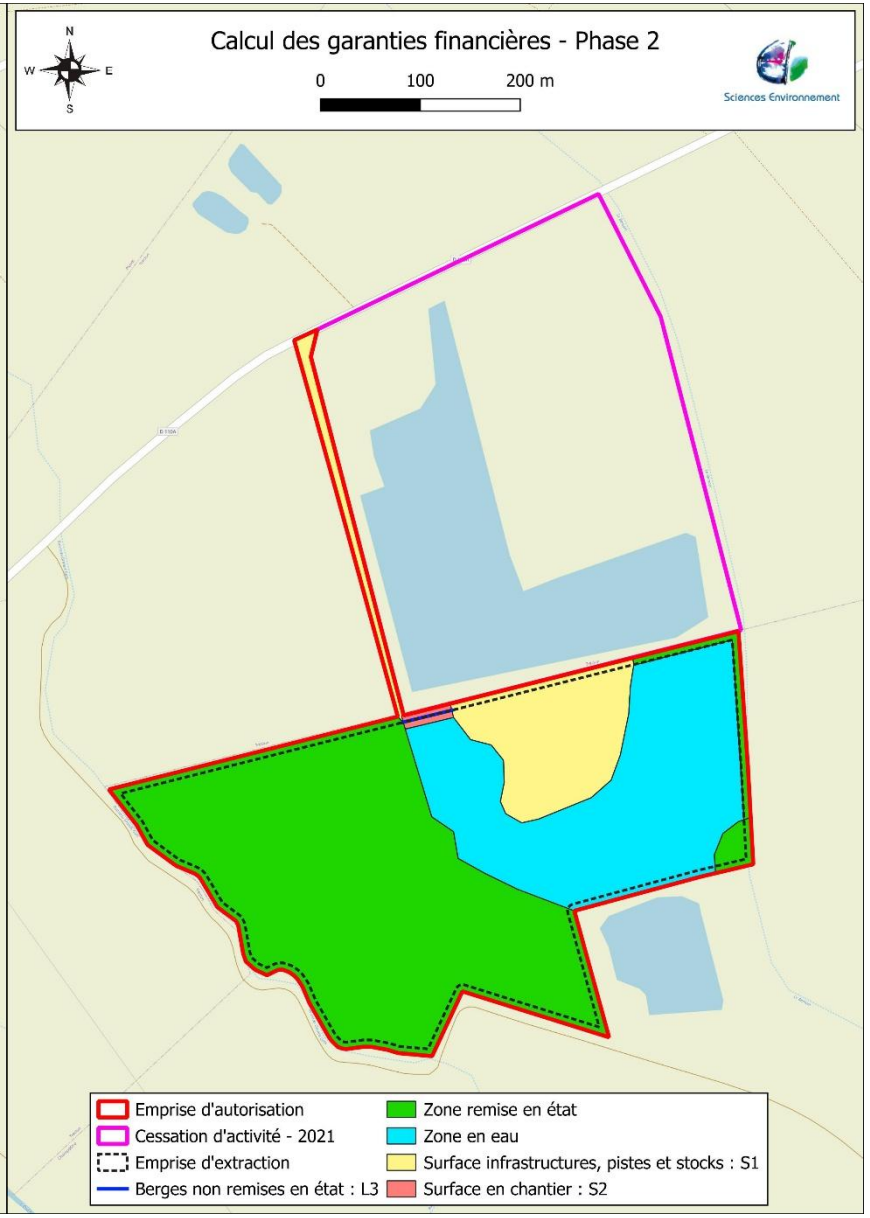


Figure 13 : Garanties financières – phase 2

5. IMPACTS POTENTIELS LIES A LA DEMANDE

5.1. Impacts de la prolongation

La demande de prolongation de 4,5 ans n'engendrera pas d'impacts supplémentaires. L'intégralité des conditions d'exploitation et de remise en état définies dans l'arrêté préfectoral sont conservées.

Concernant le suivi environnemental, l'intégralité des paramètres mesurés ne présentent pas de valeur non-conforme. Ces suivis seront prolongés à une fréquence réglementaire tout au long de la durée d'autorisation demandée.

D'un point de vue globale, la production des gravières de la société MAGGIONI (Tréclun-Champdôtre + Genlis) respecte une diminution de 2% an comme le demande le Schéma Départemental des Carrières de Côte d'Or et le futur Schéma Régional des Carrières de Bourgogne Franche-Comté. Ainsi, le nombre de camions nécessaire à cette activité diminue également. Cependant, la fin de la production du site de Genlis prévue pour 2027 (Tableau 6) nécessite une augmentation de la production du site de Tréclun-Champdôtre pour compenser et assurer la pérennité de l'approvisionnement en matériaux. Ceci entraine une légère augmentation du nombre de camions sur les routes à proximité de la gravière de Tréclun. Pour une production d'environ 58 000 t/an pour l'année 2028 (production prévisionnelle la plus importante), le nombre de camions estimé est de 11 rotations journalières (220 jours ouvrés, 26 tonnes de charges utile en moyenne). D'après l'AP actuel, la production autorisée actuellement est d'environ 51 000 t/an, soit 10 rotations journalière. Ainsi, l'augmentation de trafic PL sur les routes environnantes causée par l'activité de la gravière de Tréclun-Champdôtre n'est que de 10%.

De plus, les derniers comptages routiers fournis par le conseil départemental de la Côte d'Or recensent 40 PL/jour sur la RD110a, 106 PL/j sur la RD31 et 956 PL/j sur la RD905 (routes empruntées directement pour l'évacuation des matériaux). Ainsi, l'augmentation de 2 rotations journalières (4 passage de PL/j) n'engendrera pas d'impact significatif sur les axes routiers empruntés. De plus, la production continuera de baisser de 2%/an tout au long de l'activité.

Tableau 9 : Comptage routiers - Conseil Départemental de la Côte-d'Or

Route	PloD	AbsD	Année	Commune	Total véhicule 2 sens de Circulation confondus	Poids lourd 2 sens de Circulation confondus	% poids lourd 2 sens de Circulation confondus
D0031	32	225	2008	TRECLUN	1986	106	5.34
D0110A	2	0	2022	TRECLUN	158	40	25.32
D0905	107	940	2025	TRECLUN	9739	956	9.82
D0976	22	400	2024	CHAMPDOTRE	2002	195	9.74
D0976	22	250	2015	CHAMPDOTRE	1676	141	8.41
D0976	24	300	2020	CHAMPDOTRE	2019	169	8.37
D0031	33	970	2020	CHAMPDOTRE	1271	85	6.69

La présente demande concerne uniquement la poursuite de l'extraction telle que définie dans l'AP de 2017.

La prolongation de la durée n'engendrera pas d'impacts supplémentaires par rapport à la situation actuelle.

5.2. Synthèse des impacts potentiels de la demande

Le Tableau 10 présente les différentes thématiques environnementales pouvant être impactées par la prolongation de l'autorisation ainsi que les mesures proposées pour réduire ces impacts s'il y a lieu.

L'intégralité des conditions d'exploitation et de remise en état définies dans l'arrêté préfectoral étant conservées, la poursuite de l'exploitation ne sera pas de nature à générer de nouveaux impacts par rapport à la situation actuelle.

Il est à noter que de toutes les mesures nécessaires pour prendre en compte l'activité sont en place et seront maintenues dans le cadre de la prolongation.

L'impact sur la faune et la flore restera identique à celui défini lors de la précédente autorisation en 2017 puisque l'exploitation se déroulera sur une zone déjà autorisée à l'extraction actuellement. Aucun impact supplémentaire n'est attendu sur les zones naturelles présentes dans le secteur.

Le paysage et l'impact visuel du projet ont été largement étudié lors des précédentes autorisations. Le projet ne concerne qu'une prolongation de la durée d'autorisation. Les emprises d'autorisation et d'extraction restent identiques. Ainsi, la prolongation de l'exploitation ne générera pas d'impact paysager supplémentaire. Les boisements périphériques seront conservés et les merlons périphériques seront entretenus et prolongés de manière coordonnée à l'exploitation ainsi que la remise en état progressive du site.

Tableau 10 : Synthèse des différentes thématiques environnementales pouvant être impactées par la demande

Sujet	Effets supplémentaires liés à la demande	Mesures à la suite de la demande	Compléments
Découverte et matériaux superficiels	Aucun effet supplémentaire	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Trafic	Aucun effet supplémentaire	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Eaux	Aucun effet supplémentaire	Mesures de suivi conservées	-
Paysage	Aucun effet supplémentaire	Préservation et prolongement des mesures déjà en place	-
Environnement et milieu naturel	Aucun effet supplémentaire	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Bruit	Aucun effet supplémentaire	Mesures de suivi conservées	-
Poussières	Aucun effet supplémentaire	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Vibration	Aucun effet supplémentaire	Aucune mesure n'est nécessaire	-
Milieu humain	Aucun effet supplémentaire	Aucune mesure n'est nécessaire	-

6. CONCLUSION

Ce porter à connaissance vise à prolonger de 4,5 ans la durée d'autorisation et 5 ans la durée d'extraction concernant le site de Tréclun-Champdôtre.

Au sens de l'article R 181-46 de Code de l'Environnement :

- Ce projet ne constitue pas une extension de plus de 25 ha (pas d'extension) devant faire, à ce titre, l'objet d'une Evaluation environnementale ;
- N'atteint pas de seuil quantitatif ou de critères définis par arrêté ;
- N'entraine pas de dangers ou d'inconvénients significatifs. Aucun impact nouveau ou supplémentaire n'est attendu.

Par conséquent, cette prolongation ne constitue pas une modification substantielle de l'arrêté préfectoral au sens de l'article R 181-46 de Code de l'Environnement.

ANNEXES

Annexe 1 : KBIS de la société MAGGIONI

Greffe du Tribunal de Commerce de Dijon
Bp 69, 13 Boulevard Georges Clemenceau
21072 Dijon Cedex

N° de gestion 2000B00893

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 27 février 2024

351 - 2/3 - 1066

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	429 844 095 R.C.S. Dijon
Date d'immatriculation	21/03/2000
Dénomination ou raison sociale	**MAGGIONI**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	1 050 000,00 Euros
Adresse du siège	la Lisière 21560 Bressey-sur-Tille
Activités principales	Fabrication de produits manufacturés en béton, fabrication d'agglomérés, fabrication de béton, extraction et vente de sable et gravier, commerce de tous matériaux de construction, location de véhicules industriels avec ou sans conducteur.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 20/03/2099
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Dénomination	PENNEQUIN
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	Rente Logerot 21160 Marsannay-la-Côte
Immatriculation au RCS, numéro	017 051 186 Dijon

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	SARL GESCOMM
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	12 Boulevard Baron du Marais 42300 Roanne
Immatriculation au RCS, numéro	390 981 447 RCS Roanne

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	la Lisière 21560 Bressey-sur-Tille
Activité(s) exercée(s)	Fabrication de produits manufacturés en béton, fabrication d'agglomérés, fabrication de béton, extraction et vente de sable et gravier, commerce de tous matériaux de construction, location de véhicules industriels avec ou sans conducteur.
Date de commencement d'activité	01/04/2000
Origine du fonds ou de l'activité	Apport
Précédent exploitant	
Nom, prénoms	MAGGIONI Louis Jacques
Numéro unique d'identification	016 343 618
Mode d'exploitation	Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 1630 du 23/02/2005	Modification autre APPROBATION PAR A.G.E. DU 24/12/2004 DE LA FUSION-ABSORPTION DE LA SCI DE LA TERRE DU VARIN RCS DIJON D 391 108 602 DONT LE SIEGE ROUTE DE DIJON 21560 BRESSEY SUR TILLE PAR LA SOCIETE L. MAGGIONI SA QUI ETANT PROPRIETAIRE DE LA TOTALITE DES PARTS SOCIALES DE LA

Greffe du Tribunal de Commerce de Dijon
Bp 69, 13 Boulevard Georges Clemenceau
21072 Dijon Cedex

N° de gestion 2000B00893

SOCIETE ABSORBEE LA FUSION N'ENTRAINE DONC PAS UNE AUGMENTATION DU CAPITAL.
Date d'effet : 24/12/2004

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE
DIJON

FIN DE L'EXTRAIT

axiocap
avec infogreffe

ex MonJuridique.infogreffe

Dîtes adieu à la paperasse
passez au numérique.

MOUVEMENTS DE TITRES

REGISTRES LÉGAUX

ASSEMBLÉES



www.axiocap.com contact@axiocap.com

Axiocap est une solution SaaS collaborative et sécurisée qui **dématérialise la gestion de l'actionnariat.**

- Synchronisation Infogreffe
- Simplicité & sécurité
- Gain de temps & d'espace
- Données souveraines
- Preuves légales opposables
- Interopérabilité / API

Gestion des registres légaux

- Tous les registres des délibérations et des décisions
- Registre de présence
- Registres sociaux (RUP, etc)

Gestion des titres et parts sociales

- Création des titres
- Mouvements et registre
- Documentation juridique
- Table de capitalisation
- Organigramme holding, filiales

Gestion des assemblées en ligne

- Tout type d'assemblées
- Convocation électronique
- Vote en ligne
- Feuille de présence
- PV dématérialisé

scannez moi

Contactez-nous pour toute **demande de démo ou devis personnalisé.**

infogreffe
Entreprendre en confiance

Annexe 2 : Arrêté Préfectoral du 21 mars 2017

Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DEPARTEMENT

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de Côte-d'Or

ARRETE PREFECTORAL

autorisant la société L.MAGGIONI SA à exploiter une carrière à ciel ouvert de *matériaux alluvionnaires* et ses installations annexes sur le territoire des communes de TRECLUN et de CHAMPDOTRE.

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE D'OR
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU

- le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V,

- le code minier,

- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement,

- le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive,

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

- l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives,

- le schéma départemental des carrières de Côte d'Or approuvé le 5 décembre 2000 et mis à jour le 21 novembre 2005,

- l'arrêté d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de TRECLUN au lieu-dit « « Les Bois Davaux » octroyé à la société L.MAGGIONI SA par l'arrêté du 19 février 2009,

- la demande présentée le 7 janvier 2015, complétée le 30 septembre 2015, par la société L.MAGGIONI SA dont le siège social est situé à BRESSEY-SUR-TILLE en vue d'obtenir le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière sus-visée pour une capacité de production moyenne de 55 000 T de matériaux valorisables dans les bétons, sur le territoire des communes de TRECLUN au lieu-dit « Les Bois Davaux » et de CHAMPDOTRE au lieu-dit «Les Grands Pâtis »,

- le dossier déposé à l'appui de sa demande,

- l'avis de l'autorité environnementale sur le dossier en date du 5 janvier 2016,

- la décision n° E16000002/21 du 28 janvier 2016 du président du tribunal administratif de Dijon portant désignation du commissaire-enquêteur,

- l'arrêté préfectoral du 2 février 2016 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 1er mars 2016 au 1er avril 2016 inclus sur le territoire des communes de Trouhans, Pont, Pluvet, Tart-l'Abbaye, Tart-le-Bas, Les Maillys,Tart-le-Haut, Champdôtre, Pluvault, Tréclun, Brazey-en-Plaine, Montot et Soirans,

- l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes,

- la publication de cet avis dans deux journaux locaux,

- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur,

- le mémoire en réponse de l'exploitant du 21 avril 2016, aux observations formulées au cours de l'enquête publique,

- les avis émis par les conseils municipaux des communes de Trouhans, Pont, Pluvet, Tart-l'Abbaye, Tart-le-Bas, Les Maillys,Tart-le-Haut, Champdôtre, Pluvault, Tréclun, Brazey-en-Plaine, Montot et Soirans,

- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,

- l'arrêté du 6 juillet 2016 portant prorogation jusqu'au 31 janvier 2017 du délai pour statuer sur la demande,

- l'arrêté de prescriptions archéologiques n°2016-069 du 17 février 2016 pris par le préfet de région,

- le rapport et les propositions du 31 janvier 2017 de l'inspection des installations classées,

- le projet d'arrêté porté le 27 janvier 2017 à la connaissance du demandeur,

- les observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail du 6 février 2017,

- l'avis du conseil départemental de la nature, des paysages et des sites « formation carrières » émis lors de sa réunion du 28 février 2017 au cours duquel le demandeur a été entendu,

CONSIDERANT

- que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et est répertoriée aux rubriques 2510 et 2517 de la nomenclature,

- que la demande d'autorisation a été instruite suivant les dispositions du titre 1er du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement,

- que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières de la Côte d'Or,

- que la tierce expertise conduite par la société Antéa a permis de valider les caractéristiques du gisement telles que présentées par le pétitionnaire dans son dossier de demande,

- qu'une incertitude subsiste néanmoins sur la qualité de ce gisement,

- qu'il convient alors de mettre en place un suivi incontestable de l'avancement de l'exploitation et de la quantité et de la qualité des matériaux extraits,

- que la quantité de matériaux produits sur les sites de GENLIS et de TRECLUN par la société L.MAGGIONI SA doivent répondre conjointement à l'objectif de réduction de production de 2 % par an fixé par le schéma des carrières de la Côte d'Or,

- que des mesures peuvent être prises pour que d'une part les travaux d'extraction et d'autre part l'aménagement du site après sa remise en état soient sans influence notable sur l'écoulement des eaux souterraines et superficielles,

- que le risque de perturbation des captages d'eau potable est faible et que l'établissement d'une convention préalablement à la reprise de l'exploitation de la carrière doit permettre, en cas de pollution accidentelle, de réagir rapidement,

- que la maîtrise du risque de pollution des eaux souterraines repose en grande partie sur le strict contrôle des déchets inertes admis sur le site dans le cadre du remblaiement,

- que le remblaiement en nappe implique de limiter la liste des déchets inertes admissibles,

- que des mesures doivent être mises en place pour surveiller l'absence de pollution du site sur son environnement,

- que l'aménagement de l'ancienne décharge situé au Nord-ouest du bassin actuel doit être renforcé et sa surveillance maintenue,

- que le projet se situe en dehors de toute ZICO, ZNIEFF, ZPS, arrêté de biotopes ou zone Natura 2000 et qu'aucun monument historique n'est situé à moins de 500 m du projet,

- les craintes relatives à l'augmentation de la circulation routière et aux émissions de poussières exprimées au cours de l'enquête publique,

- les résistances exprimées à l'encontre du projet liées à la perte de surfaces agricoles, aux risques d'inondation accrus et aux pertes en eau par évaporation au niveau des bassins,

- qu'il convient, en particulier, de maîtriser les émissions de poussières qui se manifestent plus particulièrement en période sèche sur l'itinéraire de contournement emprunté par les camions,

- que le retour en culture des terrains remblayés implique des modalités de remise en état soignées,

- que la perte de surfaces agricoles au profit de bassins de loisirs ou encore la perte en eau par évaporation au droit des bassins ne s'oppose pas à la poursuite de l'exploitation,

- que la zone concernée par le projet est potentiellement d'une très grande richesse en vestiges archéologiques,

- que des garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant,

- que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des propositions faites au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement,

- qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

- que compte tenu, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau,

- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or

ARRÊTE

Liste des articles

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES....5

CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation....5
CHAPITRE 1.2 Nature des installations....5
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation....8
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation....9
CHAPITRE 1.5 Périmètre d'éloignement....9
CHAPITRE 1.6 Garanties financières....9
CHAPITRE 1.7 Modifications et cessation d'activité....12
CHAPITRE 1.8 Délais et voies de recours....13
CHAPITRE 1.9 Arrêtés, circulaires, instructions applicables....13
CHAPITRE 1.10 Respect des autres législations et réglementations....13

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT....14

CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations....14
CHAPITRE 2.2 Aménagements préliminaires....14
CHAPITRE 2.4 Conduite de l'extraction....15
CHAPITRE 2.5 Remise en état du site....16
CHAPITRE 2.6 Réserves de produits ou matières consommables....20
CHAPITRE 2.7 Intégration dans le paysage....20
CHAPITRE 2.8 Danger ou nuisances non prévenus....20
CHAPITRE 2.9 Incidents ou accidents....20
CHAPITRE 2.10 Comité de suivi de l'environnement....21
CHAPITRE 2.11 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection....21
CHAPITRE 2.12 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection....21

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE....22

CHAPITRE 3.1 Conception des installations....22
CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet....23

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES....24

CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau....24
CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides....28
CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu....29

TITRE 5 - DÉCHETS....32

CHAPITRE 5.2 Principes de gestion DES Dechets inertes et terres nOn polluees resultant du fonctionnement de la carrière et des installations de traitement....32
CHAPITRE 5.3 Principes de gestion des dechets autres que les Dechets inertes et terres non polluees resultant du fonctionnement de la carrière....32

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS....34

CHAPITRE 6.1 Dispositions générales....34
CHAPITRE 6.2 Niveaux acoustiques....34
CHAPITRE 6.3 Vibrations....35

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES....35

CHAPITRE 7.1 Principes directeurs....35
CHAPITRE 7.2 Caractérisation des risques....36
CHAPITRE 7.3 infrastructures et installations....36
CHAPITRE 7.4 Prévention des pollutions accidentelles....36
CHAPITRE 7.5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours....37

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT....38

CHAPITRE 8.1 Installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels....38
CHAPITRE 8.2 Installation de lavage....39
CHAPITRE 8.3 Station de transit de produits minéraux....41

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS....41

CHAPITRE 9.1 Programme d'auto surveillance....41

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE....42
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS....47
CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES....47

TITRE 10 - ECHÉANCES....48

ANNEXES....48

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société **L. MAGGIONI SA** dont le siège social est situé à BRESSEY SUR TILLE 21560 est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de TRECLUN 21130, au lieu-dit "Les Bois Davaux" et sur le territoire de la commune de CHAMPDOTRE 21130, au lieu-dit « Les Grands Pâtis », une carrière de matériaux alluvionnaires et ses installations.

La réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques prévues par l'arrêté n°2016-069 du 17 février 2016.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions du présent arrêté remplacent les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 19 février 2009.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	- surface du périmètre d'autorisation - surface non encore exploitée <u>Année 1</u> - le tonnage annuel maximum extrait - le tonnage annuel maximum commercialisable <u>Année 10</u> - le tonnage annuel maximum extrait - le tonnage annuel maximum commercialisable Décroissance linéaire de la production entre les années 1 et 10 selon une pente de 2 %. Voir le tableau annuel de production maximale visé à l'article 1.2.3.	30ha68a53ca 13ha88a91ca 88 000 tonnes/an 61 000 tonnes/an 72 000 tonnes/an 49 900 tonnes/an
2517	1	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m².	Superficie de l'aire de stockage et de contrôle des déchets inertes inférieure à 5 000 m². Aire matérialisée sur le site.	Inférieure à 5000 m²

A (Autorisation) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 30ha68a71ca dont 14ha96a42ca en renouvellement pour une surface exploitable de 13ha88a91ca. Elle concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).

Communes	Lieux-dits	Section	Parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée	Superficie exploitée
Champdôtre	« Les Grands Pâtis »	E	240	Parcelle en extension	15ha 72a 29ca	13ha88a91ca
Tréclun	« Les Bois Davaux »	C	312	Parcelle en renouvellement	14ha96a42ca	Parcelle exploitée
Superficie totale de la demande					**30ha68a71ca**	**13ha88a91ca**

Le plan joint en annexe représente le périmètre d'autorisation de la carrière et la surface exploitable.

ARTICLE 1.2.3. MATÉRIAUX EXTRAITS, QUANTITÉS AUTORISÉES ET CAPACITÉ DE PRODUCTION

Les terrains concernés par la future extraction sont des alluvions récentes argilo-limoneuses irrégulièrement graveleuses et carbonatées.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 792 400 tonnes dont 558 100 tonnes qui peuvent être valorisés pour la fabrication de béton. Le reste, constitué de déchets de productions sera restitué au site dans le cadre de sa remise en état.

La quantité annuelle moyenne de matériaux valorisables extraits de la carrière au cours des 10 années d'exploitation est donc de 55 000 tonnes, soit environ 80 000 tonnes de matériaux bruts. Les matériaux sont exploités selon les deux phases prévues à l'article 2.5.1.

L'évolution de la quantité maximale de matériaux valorisables extraits sur le site de TRECLUN est présentée dans le tableau ci-dessous. S'agissant de matériaux alluvionnaires, la production du site de TRECLUN suit une décroissance annuelle de 2 %.

Années	Carrière de Tréclun	Carrière de Genlis	Production totale en tonnes
2015	0	70600	70600
2016	0	**130200**	130200
2017	61000	66600	127600
2018	59800	65300	125100
2019	58600	64000	122600
2020	57400	62700	120100
2021	56300	61400	117700
2022	55100	60300	115400
2023	54100	58900	113000
2024	53000	57800	110800
2025	51900	22800	74700
2026	50900	0	50900

L'épaisseur moyenne d'extraction est de 3,5 mètres. L'extraction cesse au niveau du substratum argileux.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 10 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au moins un an avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée six mois avant l'échéance de l'autorisation.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux visées à l'article 1.2.1 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 2 périodes quinquennales. La remise en état est quant à elle conduite selon trois périodes.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Article 1.6.2.1. Carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC (α = 1,0875)
De 2017 à 2020 (4 années)	1,24 ha x 15 555 € = 19 288 €	2,45 ha x 34 070 € = 83 472 €	940 ml x 47 € = 44 180 €	**159 797 €**
De 2021 à 2023 (3 années)	1,87 ha x 15 555 € = 29 088 €	3,16 ha x 34 070 € = 107 661 €	835 ml x 47 € = 39 245 €	**191 393 €**
De 2024 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral	1,02 ha x 15 555 € = 15 866 €	1,95 ha x 34 070 € = 66 437 €	377 ml x 47 € = 17 719 €	**108 774 €**

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en septembre 2006, soit 102,6.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

ARTICLE 1.6.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant le début des travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

La durée de validité de l'acte de cautionnement ne peut être inférieure à 5 ans.

ARTICLE 1.6.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une révision du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- en cas de défaillance de l'exploitant, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque la remise en état, ne serait-ce que d'une partie du site, n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation ou le plan prévisionnel d'exploitation auquel il se réfère,
- en cas de disparition juridique de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés et avis de la commission compétente.

CHAPITRE 1.7 RENOUVELLEMENT

ARTICLE 1.7.1. RENOUVELLEMENT

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de l'échéance fixée à l'article 1.4.1 du présent arrêté, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation, qui doit être sollicitée au moins 24 mois avant la date d'expiration, si la continuité de l'exploitation doit être assurée.

CHAPITRE 1.8 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.8.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.8.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.8.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.8.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.8.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée au préfet comporte :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- les documents attestant du fait que le nouvel exploitant est propriétaire des terrains sur lequel se situe l'installation ou qu'il a obtenu l'accord du ou des propriétaires de ceux-ci,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant.

Les garanties financières délivrées au profit du nouvel exploitant doivent alors être effectives au minimum à la date de l'autorisation de changement d'exploitant.

La demande d'autorisation est instruite selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, dans les trois mois suivant sa réception. Il n'existe pas dans le cas contraire d'autorisation implicite.

ARTICLE 1.8.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et pour l'application de l'article R. 512-39-3, l'état dans lequel doit être remis le site est détaillé au chapitre 2.6 du présent arrêté.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où le présent arrêté leur a été notifié ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.10 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent et notamment les textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
22/09/1994	Arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
23/01/1997	Arrêté modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
09/02/2004	Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
29/07/2005	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
07/07/2009	Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
04/10/2010	Arrêté modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/02/2012	Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement,
21/07/2012	Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du Code de l'Environnement
12/12/2014	Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées
30/09/2016	Arrêté du 30 septembre 2016 modifiant l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

CHAPITRE 1.11 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code du patrimoine et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet utile que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de fortage dont il est titulaire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

L'extraction des matériaux et les opérations de remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.3. SURVEILLANCE

L'exploitation de chaque installation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.

ARTICLE 2.1.4. PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés. Toute activité exceptionnelle le samedi matin donnera lieu à une information préalable de l'Inspection.

CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures sonores de l'installation. Ils seront réalisés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation des installations classées. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.3 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 2.3.1. INFORMATION DES TIERS

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux, les types de déchets admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de l'accès au site.

ARTICLE 2.3.2. PROCÉDURE EN CAS DE POLLUTION

Avant le commencement de l'exploitation, l'exploitant rédige une procédure d'urgence à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle (déversement d'hydrocarbures...) ou chronique (découverte de remblais non conformes...) qui trouverait son origine sur la carrière. Cette procédure est élaborée en concertation avec les gestionnaires des captages :

- « des Grands Pâtis » sur la commune de CHAMPDOTRE,
- du puits d'ECHENON.

Cette procédure prévoit l'information conjointe et immédiate de la DREAL et des maires des communes concernées.

ARTICLE 2.3.3. BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Le procès-verbal de bornage est adressé à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne (Unité Départementale de la Côte d'Or).

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

ARTICLE 2.3.4. CLÔTURE ET BARRIÈRES

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.

ARTICLE 2.3.5. EAUX DE RUISSELLEMENT

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1er, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation et la voirie publique sera mis en place à la périphérie de cette zone.

ARTICLE 2.3.6. PIÉZOMÈTRES

L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué au minimum de 3 piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique).

Afin de déterminer l'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres, l'exploitant soumet à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant. Cette étude précise le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller.

Le réseau doit être ainsi constitué qu'il permette :
- de suivre l'impact de l'activité d'extraction et de la remise en état sur l'écoulement de la nappe (hauteur et écoulement),
- de détecter une pollution diffuse occasionnée par la mise en remblai des déchets inertes,
- de détecter une pollution diffuse occasionnée par l'ancienne décharge confinée.

Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publique ou privée, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 2.3.7. ACCÈS À LA VOIRIE

Les modalités de desserte routière de la carrière font l'objet d'une convention liant l'exploitant et le Département de la Côte d'Or.

Entretien de la voirie

Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique ne doit pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voie publique.

ARTICLE 2.3.8. ITINÉRAIRE DE CONTOURNEMENT

Les camions qui se rendent ou qui quittent la carrière empruntent systématiquement, et conformément au dossier déposé, le chemin de contournement de la commune de TRECLUN.

Afin de prévenir l'envol de poussières :
- la vitesse de circulation des camions sur le chemin est limitée à 30 km/h en toutes circonstances,
- l'exploitant veille à arroser le chemin en période sèche.

ARTICLE 2.3.9. AUTRE AMÉNAGEMENTS PREALABLES

Article 2.3.9.1. Aménagement paysager

L'exploitant maintient et met en place tout aménagement paysager notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels de l'exploitation.

Article 2.3.9.2. Confinement de l'ancienne décharge

Le confinement de l'ancienne décharge implique :

- la réalisation d'une couverture avec un matériau de perméabilité inférieure à 1.10^{-7}, selon une pente d'au moins 5 % et une épaisseur de 1m,
- en amont hydraulique, (coté RD 110A) la conservation d'une bande tampon de 5 m de large mini,
- en aval hydraulique, la conservation d'une bande tampon de 15 m mini.

Par ailleurs une fauche annuelle sera réalisée sur la couverture afin de prévenir tout développement de végétation ligneuse.

En complément des suivis piézométriques, au plus près de la décharge, un prélèvement semestriel dans le bassin (hautes eaux et basses eaux) sera réalisé afin de vérifier que la décharge n'est pas à l'origine d'une pollution diffuse.

Article 2.3.9.3. Mise en place de l'aire de réception des déchets inertes avant mise en remblai

Les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler. Ils sont déversés sur une plate-forme de réception permettant un contrôle visuel et un tri éventuel. Cette aire de réception des déchets inertes est matérialisée dans le périmètre d'exploitation.

Des containers doivent être disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois ,ferrailles,...). Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

ARTICLE 2.3.10. DOSSIER PRÉALABLE AUX TRAVAUX D'EXTRACTION

Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au Préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant :
- le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.6 du présent arrêté ;
- les documents attestant de l'exécution des mesures prévues à l'article au chapitre 2.3 du présent arrêté ;
- le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé au chapitre 5.1 du présent arrêté.

CHAPITRE 2.4 CONDUITE DE L'EXTRACTION

ARTICLE 2.4.1. DÉCAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage doit avoir lieu hors de la période de reproduction, soit du 15 août au 31 mars. Le décapage implique la conduite préalable des travaux d'archéologie préventive.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et en accord avec le plan de phasage.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent ses qualités agronomiques.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

ARTICLE 2.4.2. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Article 2.4.2.1. Déclaration

En application de l'article L 531-14 du Code du patrimoine, l'exploitant doit signaler sans délai au service régional d'archéologie (39 rue Vannerie – 2100 DIJON) toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prend toutes les mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

Article 2.4.2.2. Redevance d'archéologie préventive

Sont soumises à la redevance les surfaces nouvellement autorisées, ainsi que les surfaces précédemment autorisées mais non encore exploitées. Le calcul de la redevance d'archéologie préventive s'établit conformément au II de l'article L 524-7 du Code du Patrimoine.

Article 2.4.2.3. Diagnostic archéologique

Conformément à l'article R 523-17 du Code du Patrimoine, lorsque des prescriptions d'archéologie préventive ont été formulées ou que le Préfet de Région a fait connaître son intention d'en formuler, la réalisation des travaux d'exploitation est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

L'arrêté préfectoral de prescriptions archéologiques n°2016-069 du 17 février 2016 prescrit un diagnostic archéologique sur l'ensemble des parcelles en extension.

Un mois avant au minimum, l'exploitant informe par écrit, la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne (service régional de l'archéologie), de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier est transmise à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.4.3. METHODE D'EXPLOITATION

L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.5 du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique.

Article 2.4.3.1. Extraction en eau

Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe phréatique est interdit sauf autorisation expresse accordée par l'arrête d'autorisation après que l'étude d'impact en a montré la nécessité. La circulation des eaux de nappe doit être favorisée par le maintien de zones de passages filtrants.

L'extraction de sable graveleux 0/40 est réalisée sur une épaisseur de 3,5 m en moyenne. L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, en regard des données géologiques établies au dossier.

L'exploitant fera un relevé mensuel :

- des surfaces extraites,
- des profondeurs minimales et maximales atteintes
- du tonnage extrait
- et du tonnage incorporé dans la fabrication de bétons.

Un contrôle bathymétrique sera réalisé annuellement et les résultats reportés sur la plan d'exploitation. En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé. Le remblayage ne peut être réalisé qu'après contrôle bathymétrique.

Les extractions et installations ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles et aggraver les inondations

ARTICLE 2.4.4. STOCKAGES DES MATÉRIAUX

Le stockage des matériaux et des stériles se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier sur une hauteur maximale de 4 m. Il sera limité au strict nécessaire alors que le traitement des matériaux s'effectue dans une installation distante autorisée sur le site de BRESSEY-sur-TILLE.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins de 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.

ARTICLE 2.4.5. ÉVACUATION ET DESTINATION DES MATÉRIAUX

Les matériaux extraits sont évacués vers les lieux d'utilisation par voie routière, conformément à l'itinéraire défini dans le dossier de demande d'autorisation, et dans le respect de la convention établie au préalable entre l'exploitant, la commune et le Conseil Départemental de Côte d'Or.

Les camions, en sortie du site, empruntent la RD 110a en direction de TRECLUN et après le pont franchisant la Tille, tournent à gauche pour suivre successivement sur 1600 m, un chemin communal, une piste privée et un autre chemin communal jusqu'au carrefour avec la RD 31. Puis après 1100 m sur cette RD 31, on accède à la RD 905 qui conduit à BRESSEY sur TILLE via GENLIS et CHEVIGNY St SAUVEUR. L'emprunt des chemins communaux a obtenu l'accord de leur propriétaires, les Associations Foncières de PLUVET et de TRECLUN. L'exploitant prend en charge l'entretien de ceux-ci, sachant que s'il doit fournir des matériaux aux associations foncières, ceux-ci seront exclusivement en provenance de roche massive concassée, dans le respect du Schéma Départemental des Carrières de Côte d'Or.

L'évacuation des matériaux par la route sera réalisée par des ensembles routiers possédant une charge utile minimum de 25 tonnes, afin de limiter le nombre de passages. Ces véhicules respecteront en tous points les conditions générales de circulation liées au transport de marchandises par route. L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7 h et 17h.

L'exploitant veille au respect des conditions du chargement des véhicules sortant du site (répartition équilibrée, pas de surcharge, absence de pertes ou d'envol sur le domaine public).

Article 2.4.5.1. Usage des matériaux

Les matériaux extraits sont exclusivement réservés à **l'usage de la fabrication de béton hydraulique.** L'exploitant doit justifier toute autre utilisation du gisement (réponse à des exigences de normes établies pour la fabrication d'ouvrages spécifiques).

En parallèle, l'exploitant s'engage à effectuer une substitution des matériaux alluvionnaires à hauteur de 7% de ses approvisionnements. L'exploitant fournira à l'inspection copie des documents relatifs à l'acquisition des matériaux de substitution provenant de roches massives.

L'utilisation des matériaux extraits pour des travaux de remblaiement ou de comblement est strictement interdite.

Article 2.4.5.2. Registre

L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Il précise le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.

ARTICLE 2.4.6. PRÉVENTION DES CRUES

Les terrains pouvant être submergés en période de forte crue, les stockages de matériaux doivent être disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Les produits susceptibles de polluer les eaux superficielles doivent pouvoir être retirés du site dans des délais compatibles avec l'annonce de crue.

ARTICLE 2.4.7. PHASAGE

ARTICLE 2.4.8. PHASAGE

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases quinquennales successives, conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surfaces mise en exploitation (m^2)	Volume d'alluvions extraits (m^3)	Quantité d'alluvions extraits (tonnes)	Quantité d'alluvions incorporables dans les bétons (tonnes)
1	2017	72 942	242 320	335 000	236 800
2	2022	65 949	219 080	146 400	102 800
Total		**138 891**	**461 400**	**792 400**	**558 100**

Le tonnage annuel maximum commercialisable est conforme au tableau de l'article 1.2.3.

CHAPITRE 2.5 REMISE EN ÉTAT DU SITE

ARTICLE 2.5.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

ARTICLE 2.5.2. REMISE EN ETAT COORDONNÉE A L'EXPLOITATION

Article 2.5.2.1. Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté.

L'exploitant doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DREAL et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

Le rabattement de nappe est interdit lors des opérations de remise en état.

Article 2.5.2.2. Modalités de remise en état

Globalement, la remise en état du site consiste en un remblaiement partiel et la création de deux plans d'eau. Il s'agit plus particulièrement :

- sur la commune de TRECLUN de créer un plan d'eau de 6,6ha et de restituer 5,5ha à l'agriculture,
- sur le commune de CHAMPDOTRE de créer un plan d'eau de 6,5ha et de restituer 6,9ha à l'agriculture.

La remise en état progresse selon les trois phases présentées en annexe de l'arrêté.

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

ARTICLE 2.5.3. DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes, conformément au plan de remise en état joint en annexe :

- contour diversifié des berges des plans d'eau,
- création de zones de haut fond par remblai partiel avec les matériaux de découverte,
- création de roselières, avec une pente adoucie entre 6° et 11°,
- talutage des berges amont avec une pente de 30° maximum, puis végétalisation pour limiter les risques d'érosion régressive,
- création d'un déversoir de liaison entre le ruisseau du Bémoin et le plan d'eau, pour permettre un remplissage progressif et maîtrisé du bassin en période de crue,
- **maintien d'un linéaire de berges suffisant laissé filtrant en amont et en aval de chaque plan d'eau par rapport au sens d'écoulement de la nappe afin de maintenir les échanges entre le bassin et la nappe. La bande drainante entre les deux bassins est préservée,**
- restitution à l'agriculture d'une surface de 5,5 ha, à l'angle Nord et d'une surface de 6,9 ha à l'angle Sud-ouest,
- vidange du décanteur / déshuileur avant démantèlement,
- démantèlement des installations fixes (aire étanche, laveur de roues) et des infrastructures routières (enrobé des 50 m du chemin d'accès) avec évacuation des matériaux excavés vers une installation de recyclage de minéraux, ou à défaut, vers une installation de stockage de déchets inertes.

En complément du plan de remise en état joint en annexe, la linéarité des berges Ouest et Sud du plan d'eau creusé dans le cadre de l'autorisation du 19 février 2009 sera corrigée en veillant à créer des contours diversifiés afin d'améliorer son intégration paysagère.

Dans le cadre du retour à l'agriculture des terrains remis en état, l'exploitation doit veiller à :

- la remise en état progressive et continue tout au long de l'exploitation,
- le tri de la terre végétale des autres produits de découvert dans le cadre du décapage,
- le respect d'une épaisseur de terre végétale minimale de 50 cm régalée sur les surfaces comblées,
- la mise en stock des terres végétales décapées sur une hauteur compatible avec le maintien de ses qualités agronomiques (inférieure à 2 m de haut),
- et enfin de ne pas procéder à la remise en état pendant des périodes de fortes intempéries et de surcroît en période de très hautes eaux.

Article 2.5.3.1. Remblayage

Le remblayage de la carrière par l'apport de matériaux inertes est réglementé. Le remblaiement du site est réalisé prioritairement avec les déchets d'exploitation (fines de lavage et découverte).

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

La remise en état du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à la cote du terrain naturel.
Une couche de terre végétale de 50 cm, épierrée des plus gros blocs, recouvrira au final l'ensemble du site.

Pour les apports de matériaux, quelle que soit leur origine :

- un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers),

- les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur la plate-forme de réception prévue à l'article 2.3.10.3 afin de réaliser un contrôle visuel et un tri éventuel. Des containers doivent être disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois ,ferrailles,...). Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi dont le contenu est indiqué ci-après,

- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, le résultat du contrôle visuel, le cas échéant le motif de refus d'admission, et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les zones de remblais identifiées ne sont pas supérieures à 500 m². Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.5.3.1.1 Déchets admissibles

Le remblaiement des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes d'origine naturelle, non valorisable et non réutilisable sur leur lieu de provenance et listés dans le tableau ci-dessous :

Code	Description	Restrictions
17 05 04	Terres et cailloux (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

2.5.3.1.2 Déchets interdits :

Ne sont pas admis sur le site : les matériaux de démolition du bâtiment, les matériaux issus de la déconstruction routière (enrobés, ballast...), les matériaux contenant du bois, du plâtre, du plastique ou de l'amiante, les terres provenant de sites contaminés, les terres contenant des plantes invasives telle que la renouée du Japon.

Sont également interdits :
– les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
– les déchets dont la perméabilité est inférieure à 10^{-6} m/s ;
– les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
– les déchets non pelletables ;
– les déchets pulvérulents.

2.5.3.1.3 Acceptation préalable

Pour tout déchet non dangereux inerte ne relevant pas des articles 2.5.3.1.1 et 2.5.3.1.2 et avant son arrivée dans l'installation, le producteur du déchet suit une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter ce déchet dans l'installation.

La procédure est établie par l'exploitant. A cette fin, il doit :

- définir la méthodologie de constitution d'un ou plusieurs échantillons permettant de garantir la représentativité du volume de matériaux amené sur le site ;
- définir les paramètres et les seuils d'acceptation permettant de respecter la qualité de la nappe et les objectifs de qualité de la nappe alluviale de la Tille.

L'acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres suivants :

PARAMÈTRES
As
Ba
Cd
Cr total
Cu
Hg
Mo
Ni
Pb
Sb
Se
Zn
Chlorures
Fluorures
Sulfates
Indice phénols
COT sur éluat (*)
FS (fraction soluble)

et une analyse du contenu total pour les paramètres définis ci-après :

PARAMÈTRES
COT (carbone organique total)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)
PCB (byphényls polyclorés 7 congénères)
Hydrocarbures (C10 à C40)
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

2.5.3.1.4 Bordereau de suivi et registre :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 2.6.3.1.3.
Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.
La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.
Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période

2.5.3.1.5 Rapport annuel relatif aux déchets inertes

L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet. Ce rapport précise les types et quantités de matériaux inertes admis.

Ces données concernent l'année précédente et sont transmises avant le 1er février de l'année en cours. L'exploitant indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. Il adresse copie de ses résultats au maire de la commune où est située l'installation.

Un plan d'exploitation qui localise les zones remblayées et volume correspondant est joint au rapport annuel.

CHAPITRE 2.6 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.6.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.7 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.7.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'(les)installation(s) dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues.... Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.7.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

L'exploitant met en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.

CHAPITRE 2.8 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.9 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.9.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

De plus, l'exploitant doit déclarer immédiatement au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, tout accident du travail donnant lieu à une durée d'incapacité temporaire supérieure ou égale à 3 jours.

Comité de suivi de l'environnement

Une commission locale de concertation et de suivi est mise en place par l'exploitant. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. L'inspecteur des installations classées est informé de la tenue de chaque réunion.

La commission se réunit au minimum tous les ans sur convocation de l'exploitant.

L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et des dispositions réglementaires du présent arrêté, et notamment :

- contrôles qualité des matériaux arrivant sur le site et mis en remblai,
- analyses et mesures réalisées dans le cadre du présent arrêté,
- progression de l'exploitation et du comblement en précisant les quantités de matériaux extraits et apportés sur le site.

CHAPITRE 2.10 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté,
- le rapport annuel relatif à l'apport des déchets inertes.
- Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.11 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité / Échéance	Destinataire
1.6.3	Établissement des Garanties financières	Dès la mise en activité de l'installation	Préfet
1.6.4	Renouvellement des garanties financières	6 mois avant la date d'échéance des garanties en cours	Préfet
1.6.5	Actualisation des garanties financières	Tous les cinq ans ou dès que l'indice TP 01 augmente de plus de 15 %	Préfet
1.8.1	Modification des installations	Avant la modification	Préfet
1.8.2	Mise à jour des études d'impact et de dangers	En cas de modifications notables	Préfet
1.8.5	Changement d'exploitant	Avant le changement d'exploitant	Préfet
1.8.6	Cessation d'activité	6 mois avant l'arrêt définitif	Préfet
2.4.2	Patrimoine archéologique	Un mois avant la date prévue pour les travaux de décapage En cas de découverte fortuite de	Service Régional d'Archéologie

Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité / Échéance	Destinataire
		vestiges archéologiques	
2.6.3.1.5	Rapport annuel déchets inertes	Au plus tard le 1er février de l'année en cours	Préfet
2.9.1	Déclaration des accidents et incidents	De suite après un accident ou incident	Inspection des Installations Classée
5.1	Plan de gestion des déchets	Avant le début de l'exploitation puis révision tous les cinq ans	Préfet
9.3.2	Résultats d'auto-surveillance (bruit, vibrations, rejets aqueux, ...)	Dans le mois qui suit leur réception	Inspection des Installations Classée
9.4.1	Suivi annuel d'exploitation (plan d'évolution et rapport annuel)	Avant le 1er février de chaque année	Inspection des Installations Classée

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :
- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- la vitesse de circulation des camions et engins est limitée,
- les véhicules sont conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès sont régulièrement entretenus,
- un système d'arrosage des pistes est mise en place en période sèche, sauf si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,

- un quai de bâchage des camions est mis à la disposition des chauffeurs par l'exploitant,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont interdits.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. EAUX PLUVIALES

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place, si besoin, à la périphérie de cette zone.

Article 4.2.2.1. Aire étanche pour l'approvisionnement des engins, leur entretien et leur stationnement

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l.

Article 4.2.2.2. Entretien et vidange du séparateur d'hydrocarbures

Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.

Article 4.2.2.3. Valeur limites de rejet des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Valeur limites de rejet (mg/l)
MES	35
DCO	125
HCT	5

- Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.

La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépassée 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.2.3. EAUX DE NETTOYAGE

Le nettoyage éventuel des engins est interdit sur le site.

ARTICLE 4.2.4. EAUX USÉES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques sont traitées par un dispositif d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif.

A défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée et traitées dans une installation dûment autorisée. L'exploitant doit être en mesure de justifier du traitement des eaux usées domestiques.

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains, des stériles d'exploitation et des fines de lavage en provenance de l'usine de BRESSEY-sur-TILLE.

ARTICLE 5.1.1. STOCKAGE DES DÉCHETS INERTES ET DES TERRES NON POLLUEES RESULTANT DE L'EXPLOITATION

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts et à leur intégration dans le paysage. Ces dépôts ne doivent pas s'opposer, en cas d'inondation, à l'écoulement des eaux.

Un plan de gestion des déchets issus de l'exploitation est remis préalablement à la reprise des activités d'extraction.

CHAPITRE 5.2 PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 5.2.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

ARTICLE 5.2.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-127 à R. 543-135 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement

ARTICLE 5.2.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.2.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

ARTICLE 5.2.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 5.2.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61 du code de l'environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.2.7. REGISTRE

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 en application de l'article 2 du décret n° 2006-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs.

Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour conformément à l'article 2 du décret susvisé.

Article 5.2.7.1. Registre – circuit de déchets

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortant les informations suivantes :

1 la date de l'expédition du déchet ;
2 la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
3 la quantité du déchet sortant ;
4 le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
5 le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
6 le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
7 le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
8 le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
9 la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;

Les agréments des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres.
Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement).

Les engins de chantier sont équipés d'avertisseur de recul de type « cri du lynx ».

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf samedis dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

CHAPITRE 7.3 ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.

Article 7.3.1.1. Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Article 7.3.1.2. Zone dangereuse

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 7.3.1.3. Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 7.3.1.4. Caractéristiques minimales des voies

Les voies permettant l'accès à l'installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels et à l'installation de lavage ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques (de l'installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels et l'installation de lavage) doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défectuosités relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

CHAPITRE 7.4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Réservé

ARTICLE 7.4.3. RÉTENTIONS

Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est autorisé sur le site.

ARTICLE 7.4.4. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Réservé

ARTICLE 7.4.5. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 7.4.6. KIT DE PREMIÈRE INTERVENTION

Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

ARTICLE 7.4.7. RISQUES NATURELS

Toutes les mesures sont prises pour éviter qu'en cas d'inondation, les produits de toute nature susceptibles de polluer les eaux ne puissent être entraînés.

CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.5.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 STATION DE TRANSIT DE PRODUITS MINÉRAUX

ARTICLE 8.1.1. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Les quantités de matériaux stockées doit être telle qu'elle reste compatible avec son intégration dans le paysage.

ARTICLE 8.1.2. POUSSIERES

Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits minéraux sont munies si nécessaire de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire autant que possible les envols de poussières. Le cas échéant, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.

Les stockages seront disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux dans les zones pouvant être submergés.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que la fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. REPRÉSENTATIVITÉ ET CONTRÔLE

Les mesures effectuées sous la responsabilité de l'exploitant doivent être représentatives du fonctionnement des installations surveillées.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Réservé.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Article 9.2.2.1. Eaux pluviales rejetées

L'exploitant fait réaliser annuellement en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.3.3.1 des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.3.3. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 9.2.3.1. Réseau de surveillance

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres prévus à l'article 2.3.6 et sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, hydrocarbures totaux, DCO, DBO, nitrates.

Après démarrage du remblaiement, ce suivi porte également sur les paramètres : chlorures, sulfates, sodium, oxygène dissous, MES, hydrocarbures totaux, métaux lourds, COT, BTEX, PCB, HAP

Une mesure des niveaux d'eau (en mNGF) au droit de chaque piézomètre est réalisé chaque mois pendant toute la période d'exploitation. L'ensemble des résultats est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une piézométrie de référence en hautes eaux est définie avant le début de l'exploitation. La justification de son établissement est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DU REMBLAIEMENT

Chaque année, l'exploitant procède à au moins deux prélèvements d'échantillons dans les zones remblayées permettant de garantir la représentativité du volume de matériaux en place. Il contrôle leur qualité par un essai de lixiviation pour les paramètres suivants :

PARAMÈTRES
As
Ba
Cd
Cr total
Cu
Hg
Mo
Ni
Pb
Sb
Se
Zn
Chlorures
Fluorures
Sulfates
Indice phénols
COT sur éluat (*)
FS (fraction soluble)

et une analyse du contenu total pour les paramètres définis ci-après :

PARAMÈTRES
COT (carbone organique total)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)
PCB (byphényls polyclorés 7 congénères)
Hydrocarbures (C10 à C40)
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Un résultat commenté de ces analyses est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées et au maire de Treclun et Champdôtre. Toute anomalie est signalée sans délai.

Auto surveillance des niveaux sonores

Article 9.2.4.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'amélioration si ces résultats montrent des non-conformités aux dispositions du présent arrêté.

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2 sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation..

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION – PLAN ET RAPPORT ANNUEL

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées, le bornage ainsi que le phasage d'extraction,
- la surface exploitée au cours de l'année et le volume de matériaux brut extrait associé,
- la surface qui sera exploitée au cours de l'année à venir et le volume de matériaux brut extrait qui lui sera associé,
- les contours qui préfigurent le plan d'eau final au terme de l'exploitation,
- les bords de la fouille,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le relevé bathymétrique pour les zones en eau,
- la zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. **Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.**

Un rapport annuel d'exploitation présentant les relevés mensuels prévus à l'article 2.4.3.1, les quantités brutes et commercialisables extraites, les éventuels écarts entre la production prévue et la production réalisée ainsi qu'une analyse de ces écarts, les volumes de remblais issus de l'exploitation, les volumes de remblais qui résultent d'apports extérieurs, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan susnommé. Le rapport annuel relatif aux déchets inertes, visé à l'article 2.6.3.1.5, est annexé au rapport annuel d'exploitation.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

ARTICLE 9.4.2. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 9.4.3. SUIVI FAUNE-FLORE

Des dispositions visant à éradiquer "La Rénouée du Japon" sur le secteur de l'ancienne décharge sont prises. Une solution douce de type fauche répétée plusieurs fois l'an sera privilégiée.

TITRE 10 - ÉCHÉANCES

Le tableau figurant ci-dessous ne constitue qu'un rappel des principales échéances figurant dans le présent arrêté.

Référence article	Thème	Délai/ échéance
1.6.3	Établissement des Garanties financières	Dès la mise en activité de l'installation
2.3.6	Étude réalisée par un hydrogéologue qualifié pour le suivi piézométrique et mise en place du réseau de suivi	Avant le début de l'extraction
9.2.3.1	Piézométrie de référence en hautes eaux	Avant le début de l'extraction
2.6.3.1.5	Rapport annuel déchets inertes	Au plus tard le 1er février de l'année en cours
5.1	Plan de gestion des déchets	Avant le début de l'exploitation puis révision tous les cinq ans
9.3.2	Résultats d'auto-surveillance (bruit, vibrations, rejets aqueux, ...)	Dans le mois qui suit leur réception
9.4.1	Suivi annuel d'exploitation (plan d'évolution et rapport annuel)	Avant le 1er février de chaque année

TITRE 11

TITRE 12 EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

ARTICLE 12.1.1. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 12.1.2. INSPECTION

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son site par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

ARTICLE 12.1.3. PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consulté par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Ce même avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or.

ARTICLE 12.1.4.

Le Secrétaire Général de la préfecture, la Sous-Préfète de MONTBARD, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne – Franche-Comté et les Maires de TRECLUN et de CHAMPDOTRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté sera également adressée :

- ✓ à l'inspecteur des installations classées (DREAL Bourgogne – Franche-Comté – UD21),
- ✓ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne – Franche-Comté,
- ✓ au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
- ✓ au directeur départemental des territoires,
- ✓ au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
- ✓ au directeur régional des affaires culturelles,
- ✓ au directeur de l'agence régionale de santé,
- ✓ au président du conseil départemental,
- ✓ au directeur des archives départementales,
- ✓ au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- ✓ au directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- ✓ aux maires des communes de TRECLUN et de CHAMPDOTRE,
- ✓ au pétitionnaire.

Fait à DIJON, le 21 MARS 2017

LA PREFETE
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire général

Serge BIDEAU

ANNEXES

Annexe 1 : Plan cadastral / parcellaire

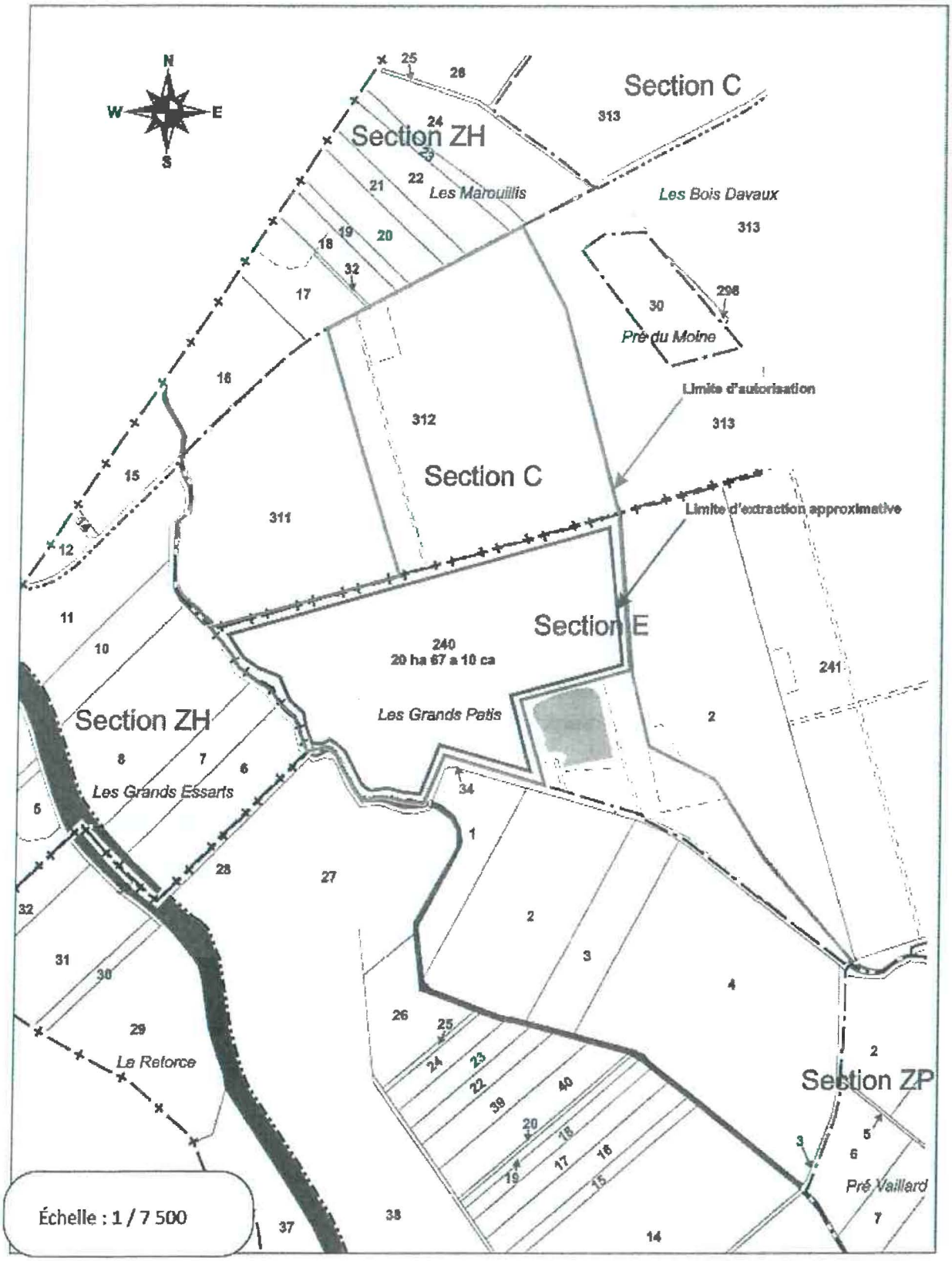
Annexe 2 : Plan du périmètre d'autorisation et de la surface exploitable

Annexe 3 : Plan de phasage d'extraction : 2 phases

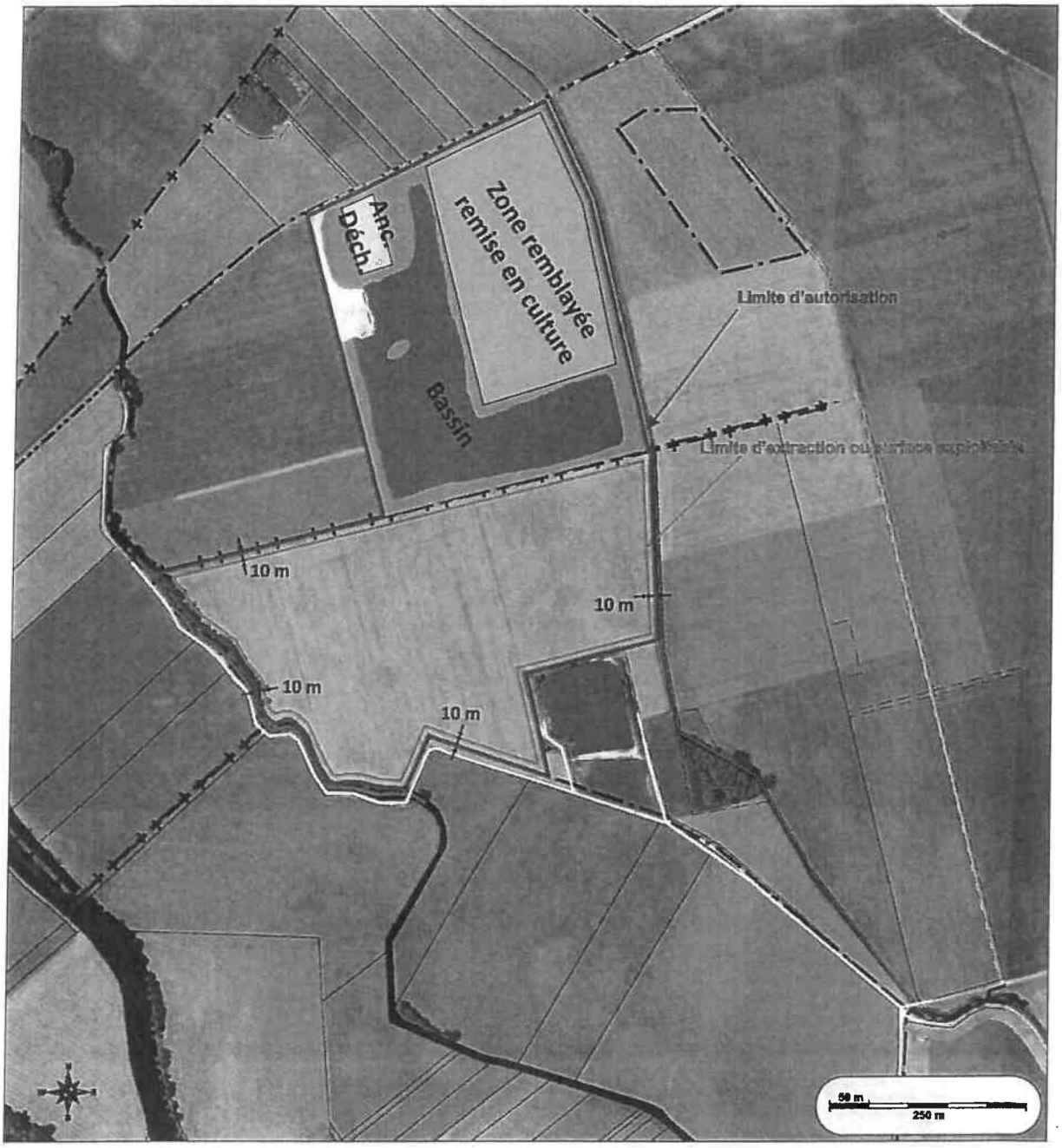
Annexe 4 : Plan de remise en état : 3 phases

Annexe 5 : Plan de localisation de mesures de bruits

Plan cadastral Annexe 1



Plan du périmètre d'autorisation et de la surface exploitable

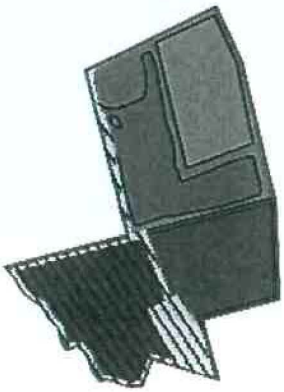


Plan de phasage d'extraction - 2 Phases

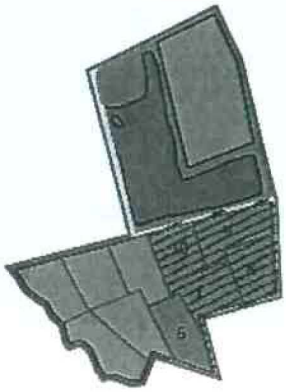
Annexe 3



Phase 1



Phase 2



150 m
750 m

LEGENDE

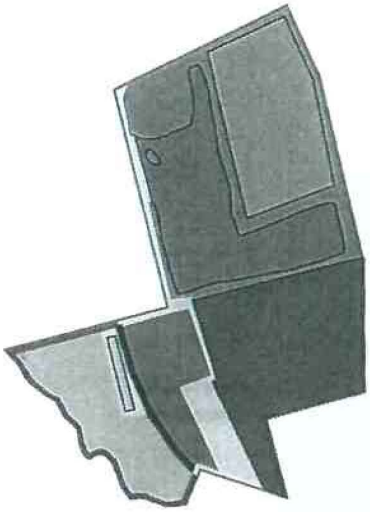
- Zone réaménagée
- Culture sur terrain remblayé
- Zone non extraite
- Zone en eau
- Zone décapée
- Zone extraite au cours des phases précedentes
- Phase d'extraction 1
- Phase d'extraction 2
- 1 Zone d'extraction annuelle
- Zone décapée 1
- Zone décapée 2

Plan de remise en état : 3 Phases

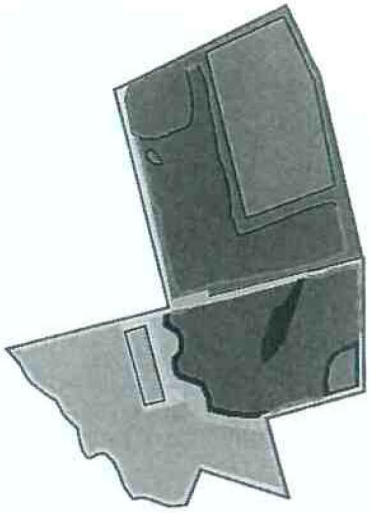
Etat de l'avancement en fin de phase

Annexe 4

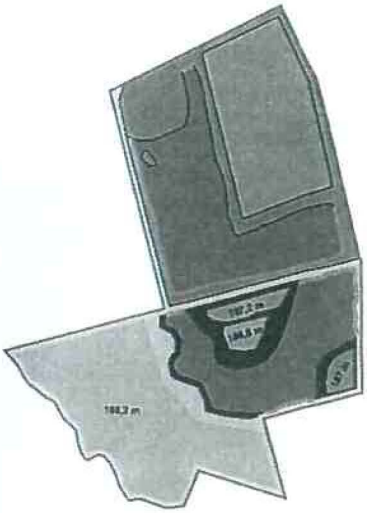
Phase 1



Phase 2



Phase 3

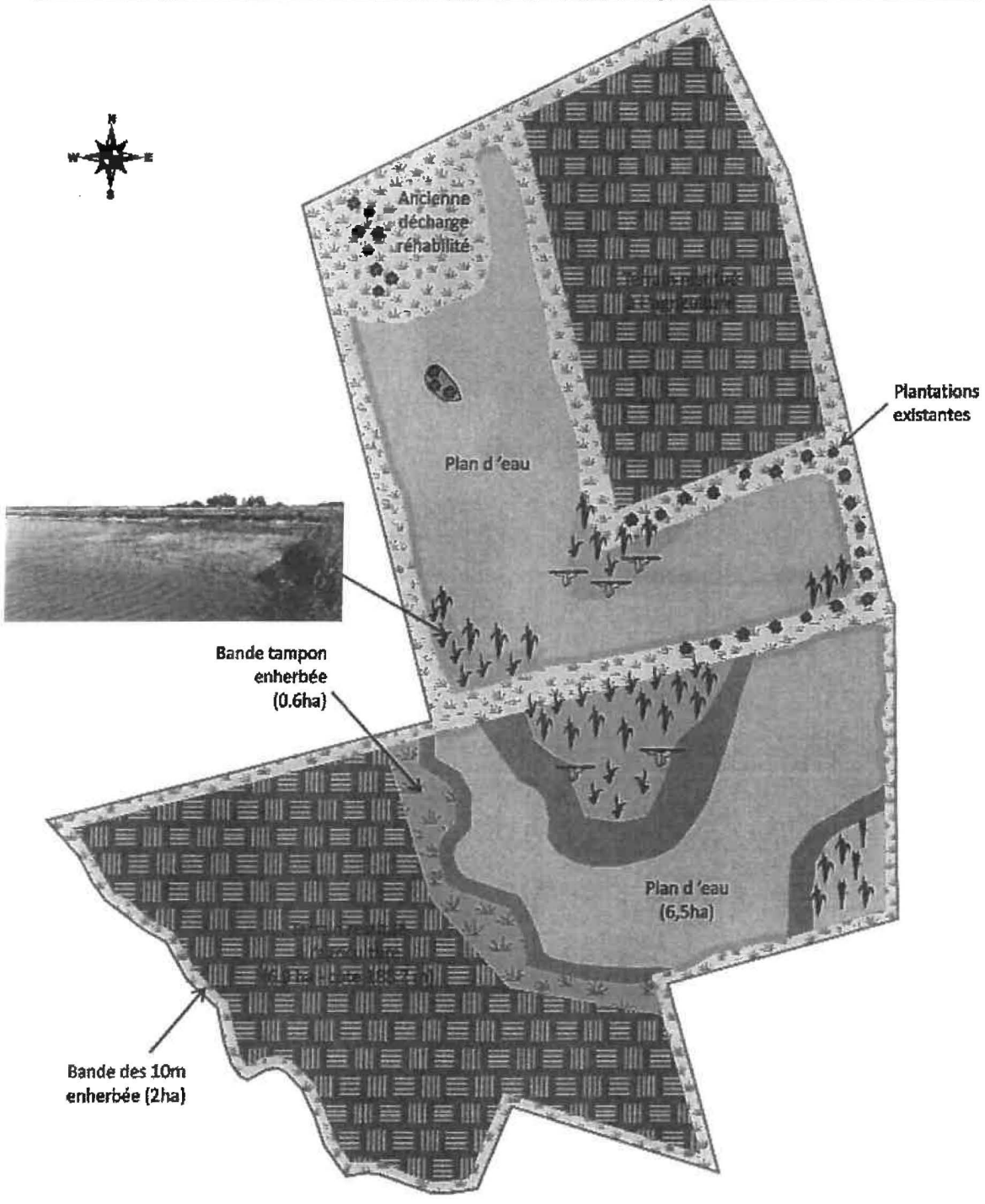




LEGENDE

- Limite d'autorisation
- Zone décapée
- Zone non extraite
- Remblais agricole
- Zone enherbée
- Berge talutée dans la masse
- Zone en eau
- Talus (1V/3H max)
- Palier au niveau des ME (187,2 m NGF)
- Palier au niveau des BE (186,6 m NGF)
- Palier intermédiaire HE-ME (187 m NGF)
- Stock de découverte

Principe de la remise en état



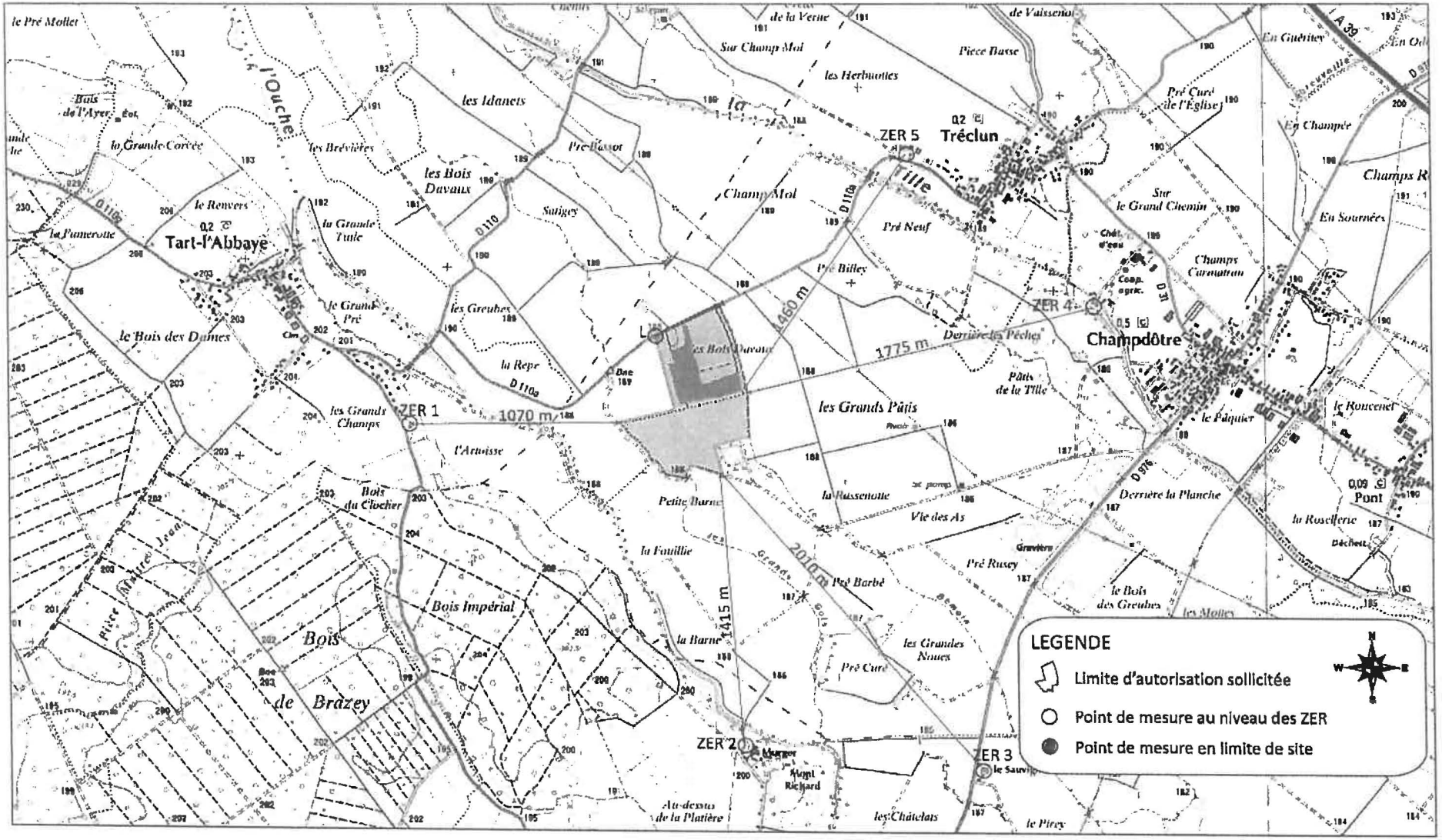
Berge talutée dans la masse
Zone en eau
Talus (1V/3H max)
Palier au niveau des ME (187,2 m NGF) = roselière humide
Palier au niveau des BE (186,6 m NGF) = haut-fond et vasière
Palier intermédiaire HE-ME (187 m NGF) = roselière fraîche (0.6ha)

50 m
150 m

Echelle 1/4000

Localisation des points de mesure de bruit

Annexe 5



Annexe 3 : Arrêté Préfectoral Complémentaire n°64 du 18 janvier 2022 – Genlis

PRÉFET
DE LA CÔTE-D'OR

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 64 DU 18 JANVIER 2022

Société L. MAGGIONI SA
COMMUNE DE GENLIS

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46 ;

- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 autorisant la société Établissements L. MAGGIONI SA à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Genlis ;

- Vu le schéma départemental des carrières de la Côte d'Or approuvé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2000 et modifié par arrêté préfectoral du 21 novembre 2005 ;

- Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

- Vu le rapport de la tierce expertise en date du 12 juillet 2011 proposant des adaptations des mesures de rétablissement des écoulements des eaux souterraines et superficielles ;

- Vu le dossier en date du 12 mai 2015 par lequel la société L. MAGGIONI porte à la connaissance du préfet diverses modifications des conditions d'exploitation de la carrière de Genlis, et notamment la réduction de la durée d'exploitation, la modification des phasages d'exploitation et de remblaiement ;

- Vu le dossier reçu le 22 janvier 2021 par lequel la société L. MAGGIONI porte à la connaissance du préfet diverses modifications des conditions d'exploitation de la carrière de Genlis, et notamment la réduction de la durée d'extraction, la modification des phasages d'exploitation et de remblaiement, modifié le 3 novembre 2021 ;

- Vu le dossier en date du 22 avril 2021 par lequel la société L. MAGGIONI porte à la connaissance du préfet la modification du suivi piézométrique de la carrière de Genlis ;

- Vu le procès-verbal de récolement partiel de la carrière en date du 20 décembre 2019 ;

- Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 17 décembre 2021 ;

- Vu le projet d'arrêté porté le 28 décembre 2021 à la connaissance du demandeur ;

- Vu les observations présentées sur ce projet par la société L. MAGGIONI sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le gisement présente une qualité moindre que celle évaluée dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que le diagnostic archéologique, réalisé le 14 septembre 2012, a mis en évidence la présence de vestiges d'occupations anciennes dans la partie orientale de l'emprise, que l'exploitant ne souhaite pas financer les travaux et a donc décidé de modifier le périmètre d'extraction pour préserver les zones archéologiques ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne souhaite plus déplacer la ligne électrique traversant le site dans l'axe nord – sud de la carrière, et qu'il a décidé de conserver une bande de terrain non extraite de 10 m de part et d'autre de la ligne électrique ;

CONSIDÉRANT au vu de ces éléments que le gisement restant à exploiter est moindre que prévu, que la durée d'exploitation nécessaire estimée par l'exploitant est jusqu'en 2025, et l'échéance de remise en état est évaluée à 2027 par l'exploitant, que les phasages d'exploitation et de remblaiement, ainsi que les garanties financières, doivent donc être révisés ;

CONSIDÉRANT que le tracé du fossé enherbé préconisé par la tierce expertise du 12 juillet 2011 susvisé doit être modifié afin d'éviter les zones identifiées par le diagnostic archéologique susmentionné ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose de remplacer la haie paysagère prévue le long de la RD109j par un merlon paysager ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose de modifier l'implantation des piézomètres de suivi des eaux souterraines afin de l'adapter suite à la remise en état d'une partie de la carrière constatée par le procès-verbal du 20 décembre 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées sur les installations ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'il convient de définir des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société L. MAGGIONI SA dont le siège social est situé à La Lisière – 21 560 Bressey-sur-Tille, SIREN 429 844 095, qui est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Genlis, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Nature des installations

Les dispositions du chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie autorisée : 20 ha 60 a 00 ca	Autorisation

Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf plan en annexe 1) :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle n°	Surface autorisée
GENLIS	Le Joannot	ZD	51 pour partie	7 ha 25 a 84 ca
	Le Petit Bois		93 (ex-54)	7 ha 66 a 95 ca
			9	5 ha 67 a 21 ca
			Total	20 ha 60 a 00 ca

L'emprise de l'autorisation couvre une surface de 20 ha 60 a. La surface autorisée inclut les zones de protection définies au chapitre 1.5, elle correspond à la surface à remettre en état.

Article 1.2.3 - Phasages

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases principales successives (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant :

Phase	Année	Surfaces mise en exploitation (m^2)	Volume d'alluvions extraits (m^3)	Quantité d'alluvions extraits (tonnes)
2	2022	16 750	33 500	60 300
	2023	16 350	32 700	58 900
	2024	16 050	32100	57 800
3	2025	13 600	27 200	48 900
	2026	Finalisation de la remise en état		
	2027			
Total		**62 750**	**125 500**	**225 900**

Les travaux de remise en état sont coordonnés à l'exploitation. »

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 3 : Capacité de production et durée de l'autorisation

Les dispositions du chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 16 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de fortage dont il est titulaire.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (cf. article 1.7.5). L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 24 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter a été déposée conformément aux dispositions de l'article R. 181-49 du code de l'environnement.

Article 1.4.2 - Capacité de production

Le tonnage total de matériaux restant à extraire est de 225 900 tonnes sur la base d'une densité de 1,8.

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits tient compte de celle autorisée pour le site de TRECLUN et des objectifs du schéma départemental des carrières de Côte d'Or qui prévoit une diminution annuelle de la production d'au moins 2% par an.

Le maximum de cette production atteint ainsi 60 300 t/an en 2022 et concerne en totalité du sable graveleux.

L'évolution de la quantité maximale de matériaux valorisables extraits sur le site de Genlis est présentée dans le tableau ci-dessous. S'agissant de matériaux alluvionnaires, la production du site de Genlis suit une décroissance annuelle de 2 %.

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits se répartie de la manière suivante :

Années	Carrière de Tréclun (t)	Carrière de Genlis (t)	Production totale (t)
2022	55 100	60 300	115 400
2023	54 100	58 900	113 000
2024	53 000	57 800	110 800
2025	51 900	48 900	100 800

Seuls des résultats de substitution en roches massives supérieurs aux 2 % minimum permettront de répartir l'exploitation sur la durée autorisée. »

Article 4 : Périmètre d'éloignement

Les dispositions relatives au déplacement de la ligne électrique HTA aérienne – ERDF, partie alimentant la ferme du Joannot de l'article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont abrogés.

Article 5 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 2 (2020 - 2024)	237 396
Phase 3 (2025 - jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet)	162 119

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 116,1 correspondant au mois d'août de l'année 2021.

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5. »

Article 6 : Piézomètres

L'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 4 du présent arrêté.

Article 7 : Conduite de l'exploitation

Les dispositions de l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Article 2.2.3.2 - Épaisseur d'extraction

L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2 m et sur une épaisseur moyenne de 2 m.

L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier. Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement.

En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé. »

Les dispositions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Les délaissés réglementaires sont enherbés pendant toute la durée de l'exploitation.

Un merlon paysager provisoire est mis en place dans le délaissé réglementaire de 10 m le long de la RD109J afin d'assurer l'intégration paysagère des installations et assurer la sécurité des usagers de la route pendant la phase d'extraction de la zone longeant la RD109j. Un merlon paysager provisoire est également mis en place dans le délaissé réglementaire de 10 m situé entre les parcelles 92 et 93 de la section ZD.

Aucune plantation d'arbres engageant la sécurité et la fiabilité des lignes électriques n'est autorisée. »

Article 8 : Remise en état du site

Les dispositions du premier alinéa de l'article 2.5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Le remblaiement ne peut avoir lieu que sur les parcelles et dans les conditions prévues dans la demande d'exploiter déposée par le pétitionnaire, la tierce expertise réalisée dans le cadre de cette demande et le dossier de porter à connaissance des modifications du 22 janvier 2021 modifié le 3 novembre 2021 susvisé. Le plan de phasage pour le remblaiement figure à l'annexe 3 du présent arrêté. »

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

Les dispositions du 2ème alinéa de l'article 2.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Les mesures compensatoires sont celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété, adaptées par la tierce expertise hydrogéologique ANTEA référencée N°62652/A de juillet 2011, et modifiées par le dossier du 22 janvier 2021 modifié le 3 novembre 2021 susvisé. »

Les dispositions du 9ème alinéa de l'article 2.5.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

- « La restauration des ruisseaux et fossés existant sur la carte IGN de 1962 dans leur géométrie initiale, sauf pour le fossé de la partie orientale de la carrière dont la géométrie est adaptée afin d'éviter les vestiges archéologiques. La géométrie initiale de ces fossés et cours d'eau est déterminée par observation au moment du décapage de la terre de découverte (largeur, cote du fond, profil des berges). »

L'annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 5 du présent arrêté.

Article 9 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Les dispositions de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé sont remplacées par :

« Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	**PERIODE DE JOUR** **Allant de 7h à 22h,** **(sauf dimanches et jours fériés)**	**PERIODE DE NUIT** **Allant de 22h à 7h,** **(ainsi que dimanches et jours fériés)**
Niveau sonore limite admissible Point LIM : "Limite d'autorisation"	63,5 dB(A)	Le travail de nuit est interdit

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée ainsi que le point LIM sont définis sur le plan annexé au présent arrêté (cf. Annexe 7). »

L'annexe 7 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 susvisé est remplacée par l'annexe 6 du présent arrêté.

Article 10 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société MAGGIONI.

Article 11 : Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet **www.telerecours.fr**.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Genlis sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu' :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité départementale de la Côte d'Or),
- à la directrice départementale des territoires,
- au délégué territorial de l'agence régionale de la santé.

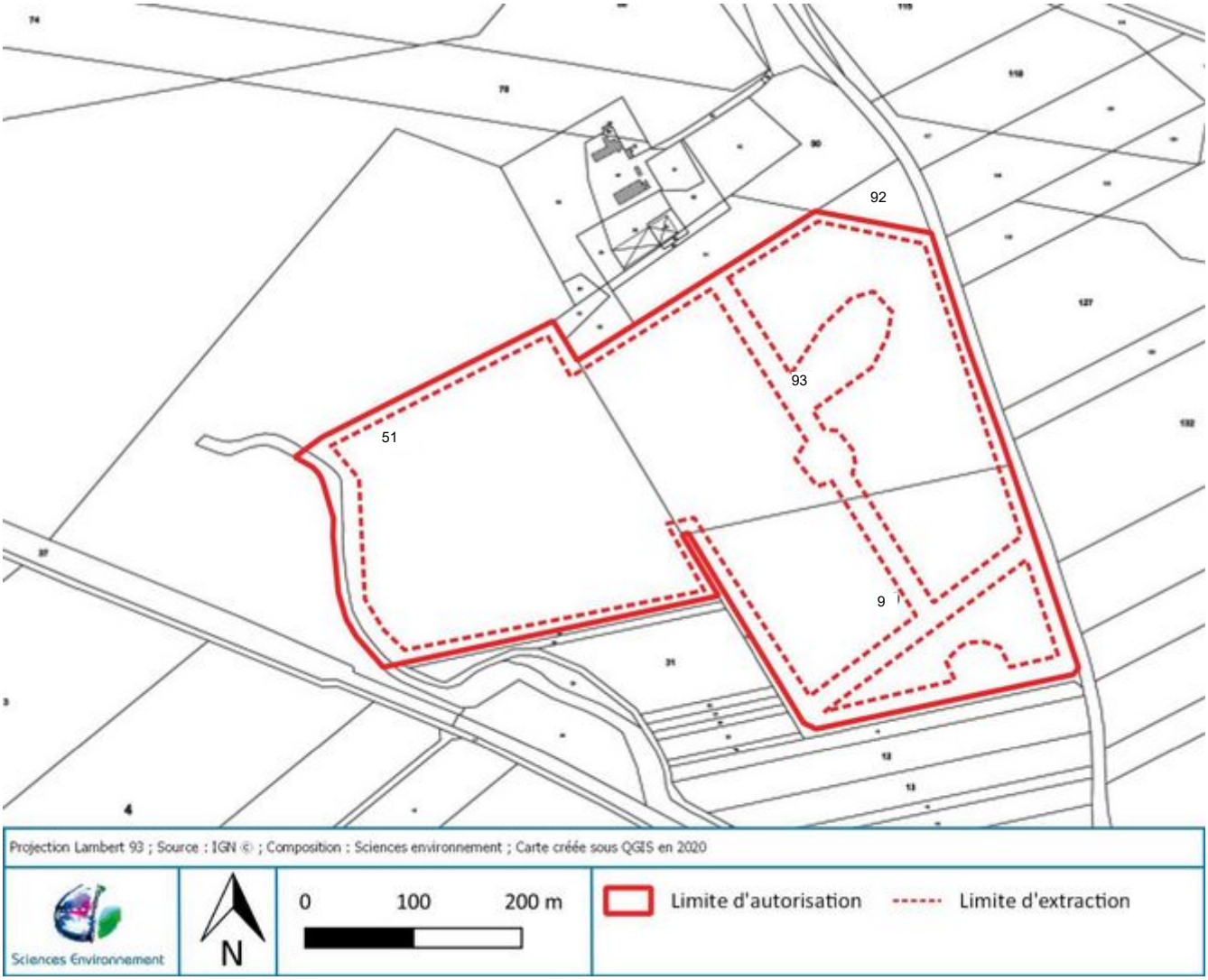
Fait à DIJON, le 18 janvier 2022

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

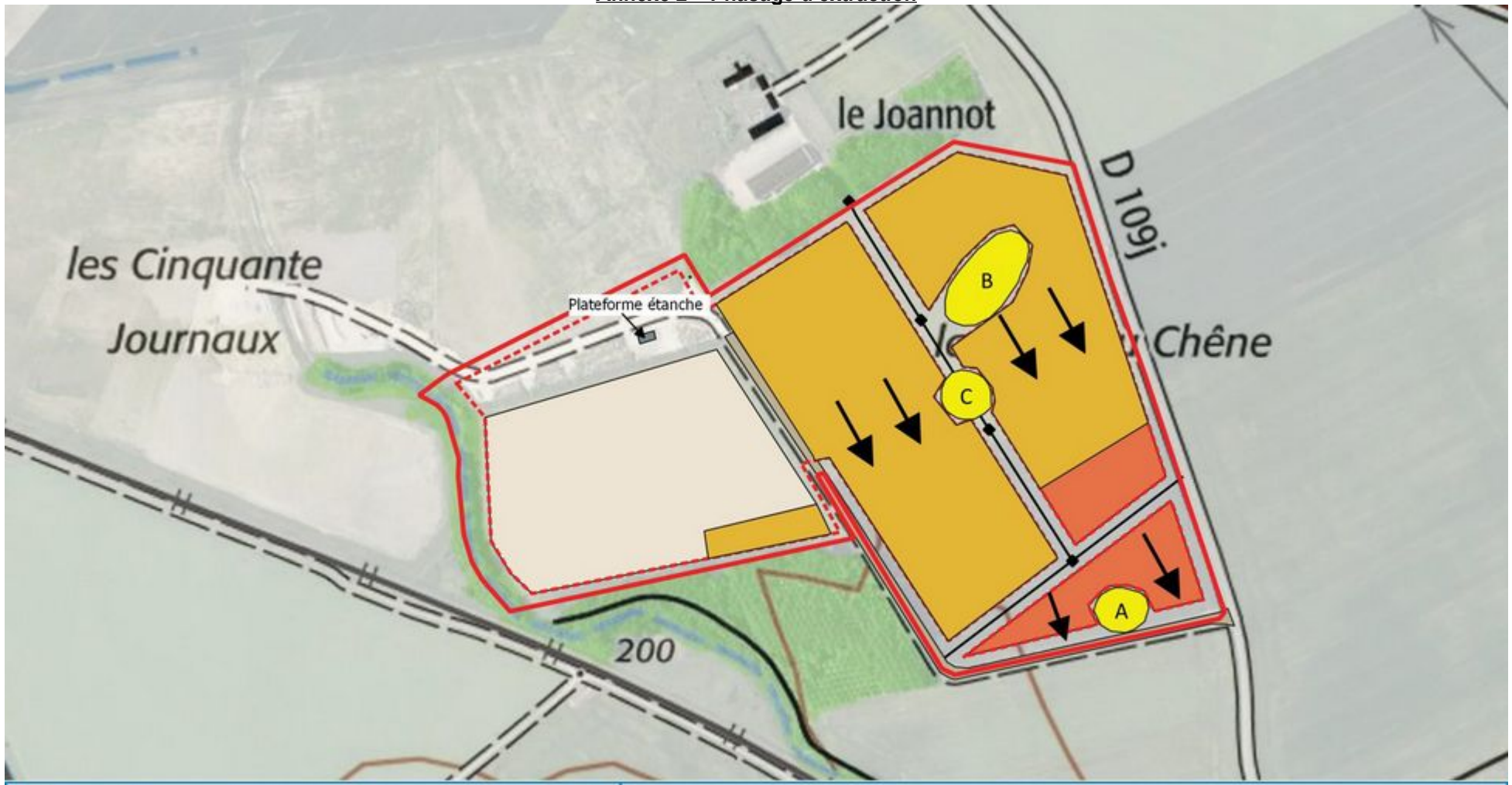
SIGNE

Christophe MAROT

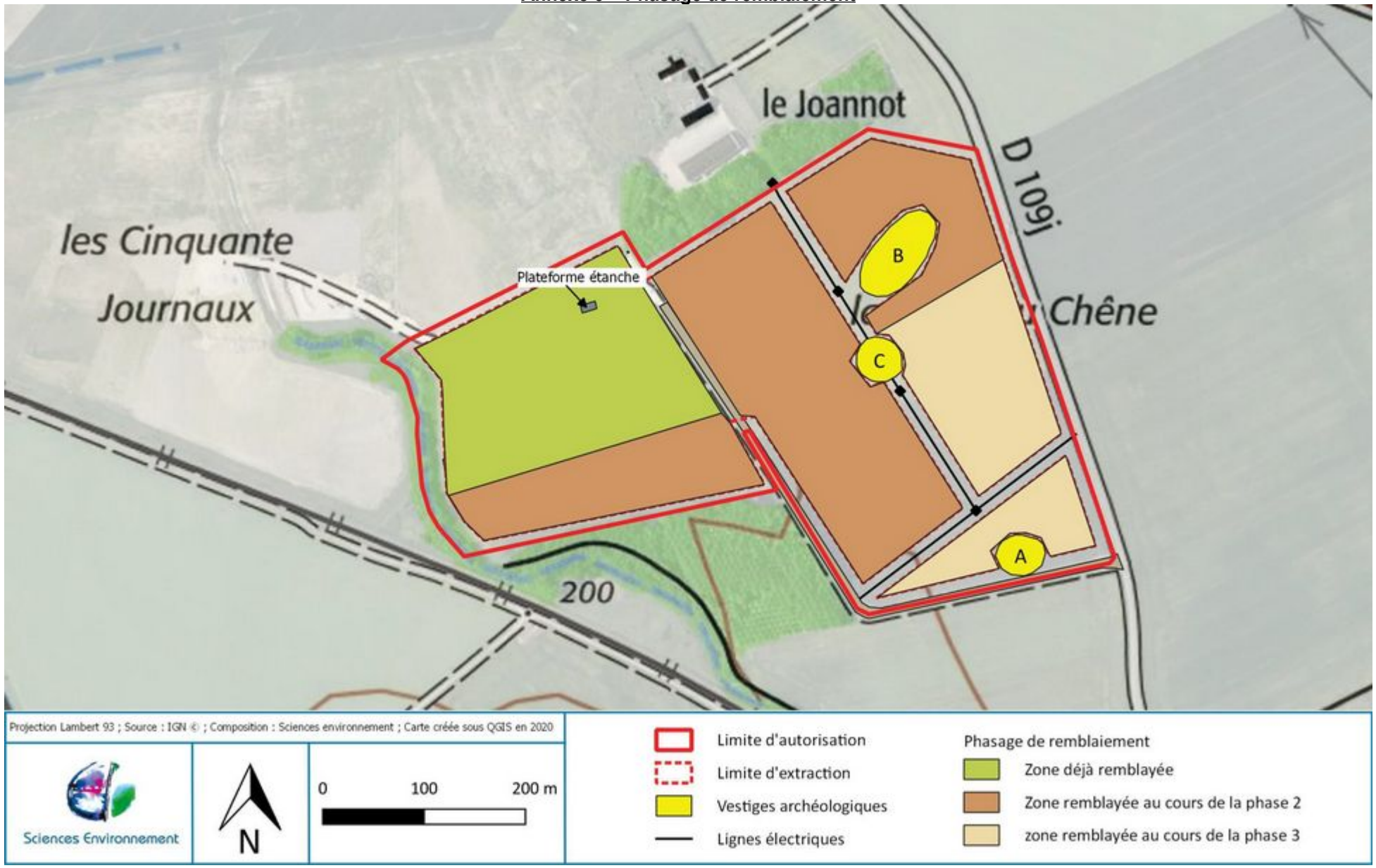
Annexe 1 – Plan parcellaire



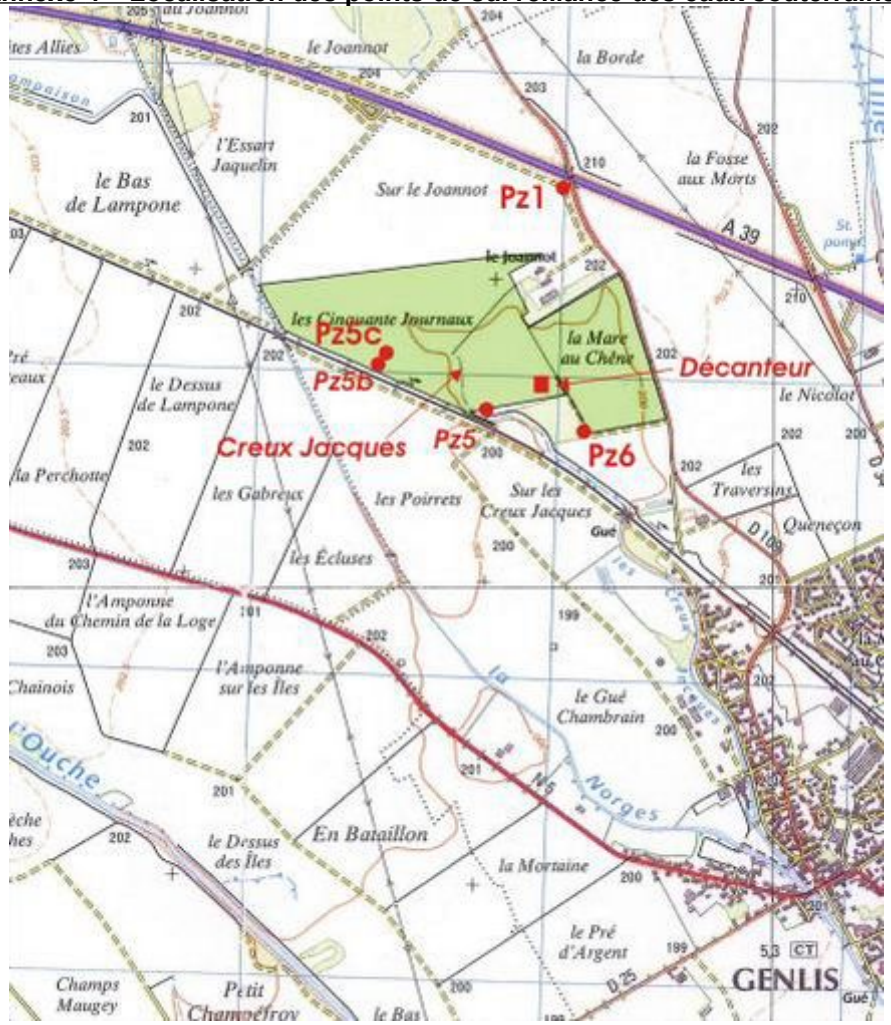
Annexe 2 – Phasage d'extraction



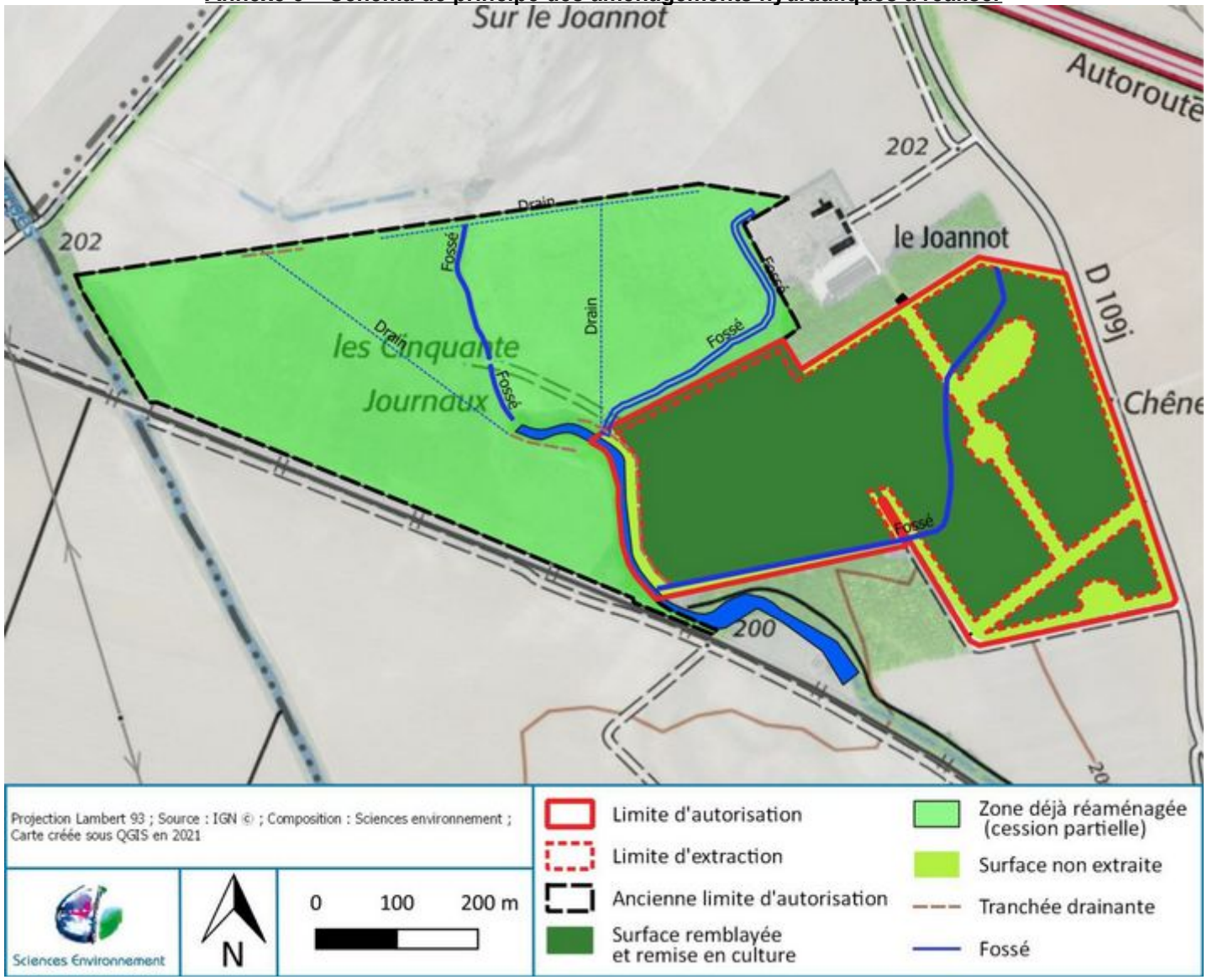
Annexe 3 – Phasage de remblaiement



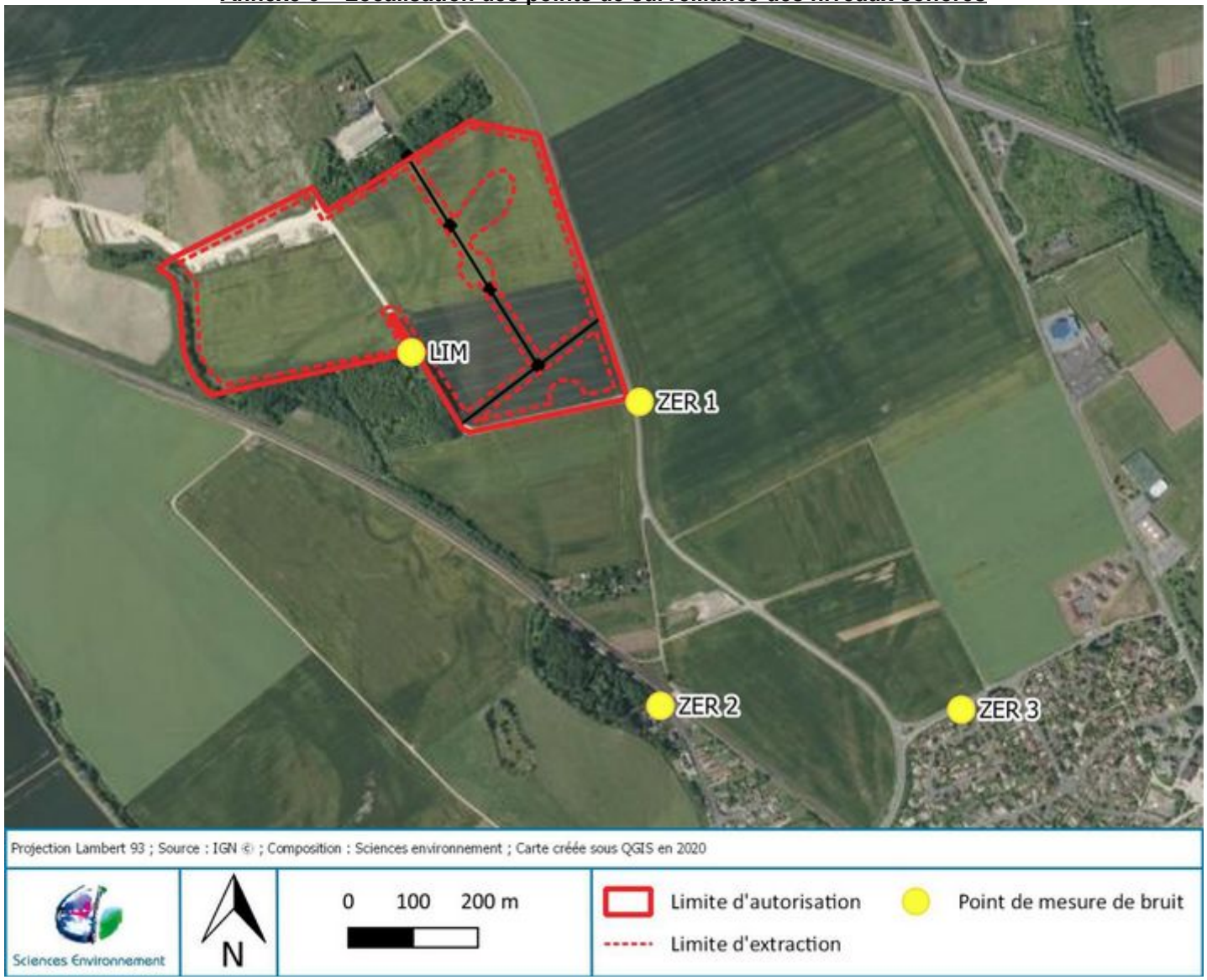
Annexe 4 – Localisation des points de surveillance des eaux souterraines



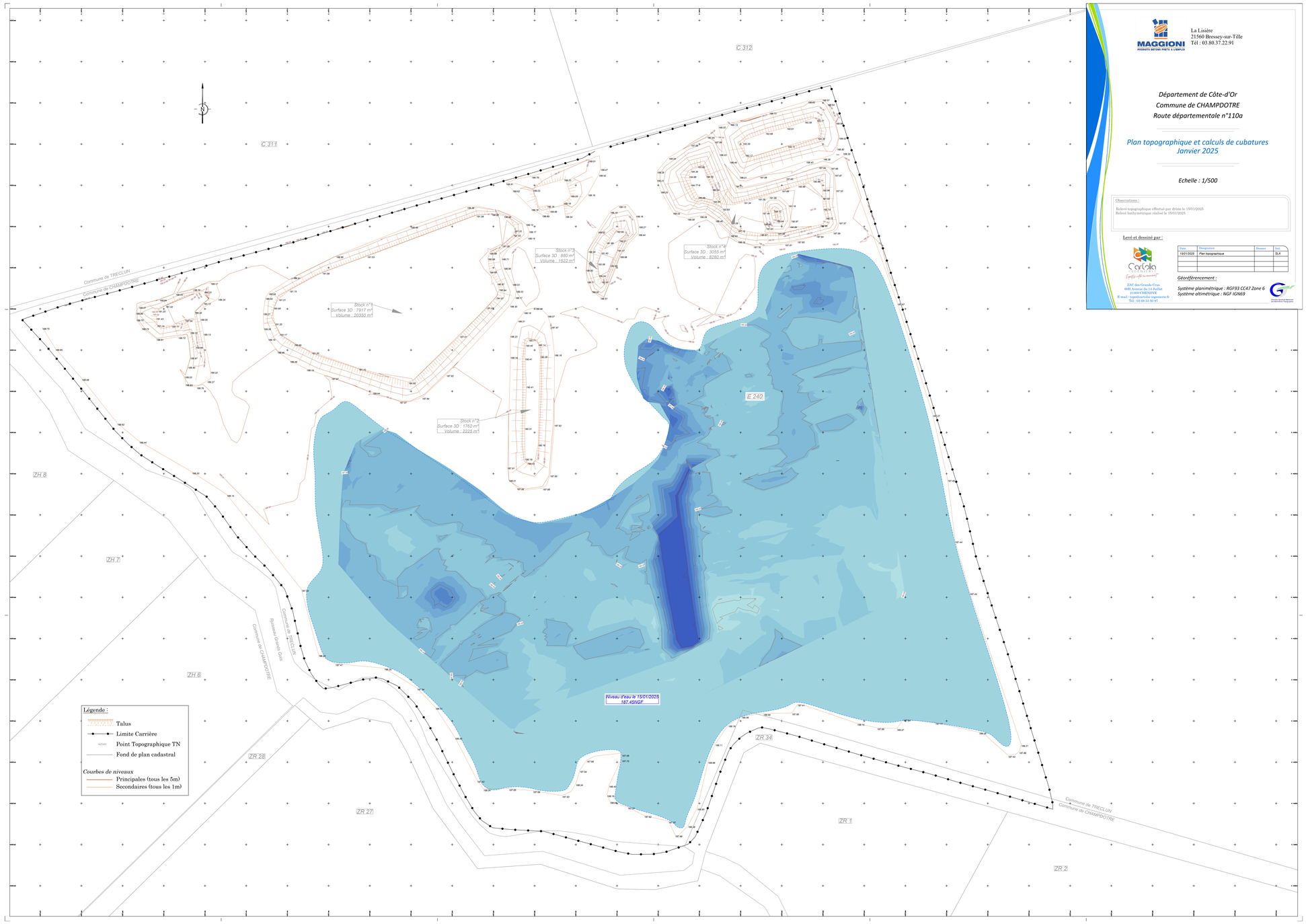
Annexe 5 – Schéma de principe des aménagements hydrauliques à réaliser



Annexe 6 – Localisation des points de surveillance des niveaux sonores



Annexe 4 : Plan topographique de janvier 2025



MAGGIONI
PRODUITS BETONS PRETS A L'EMPLOI

La Lisière
21560 Bressey-sur-Tille
Tél : 03.80.37.22.91

Département de Côte-d'Or
Commune de CHAMPDOTRE
Route départementale n°110a

Plan topographique et calculs de cubatures
Janvier 2025

Echelle : 1/500

Observations :

Relevé topographique effectué par drône le 15/01/2025
Relevé bathymétrique réalisé le 15/01/2025

Levé et dessiné par :

CarGéo PLANET

ZAC des Grands Crus
608 Avenue du 14 Juillet
21300 CHENOVE
E-mail : contact@cargeoplanet.fr
Tél : 03 68 33 50 07

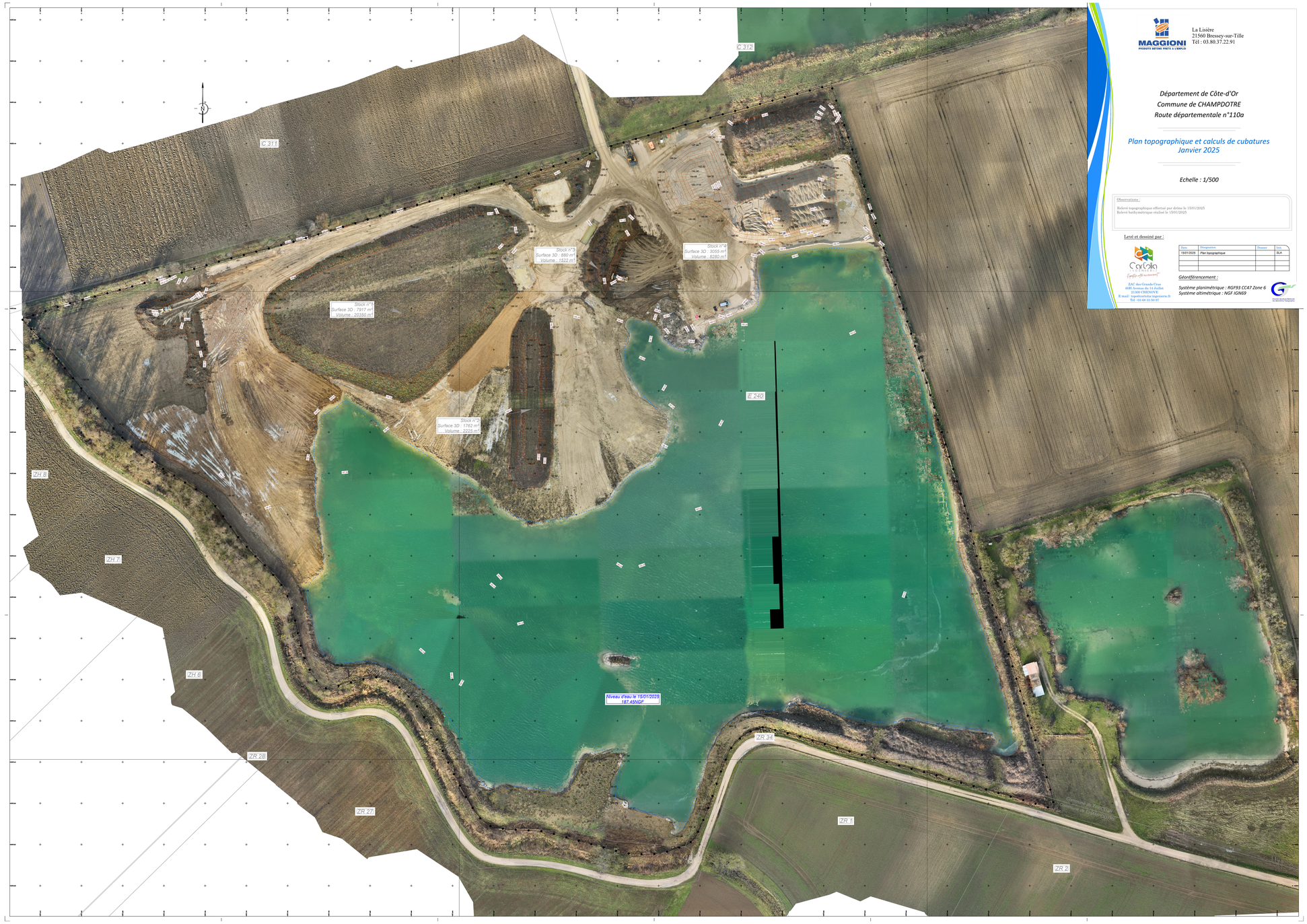
Date	Description	Dossier	Réf.
15/01/2025	Plan topographique		DL4

Géoréferencement :

Système planimétrique : RGF93 CC47 Zone 6
Système altimétrique : NGF IGN69

Réseau National de Référence de Précision Nivellement

Annexe 5 : Plan topographique de janvier 2025 (orthophoto)



MAGGIONI
PRODUITS BETONS PRETS A L'EMPLOI

La Lisière
21560 Bressey-sur-Tille
Tél : 03.80.37.22.91

Département de Côte-d'Or
Commune de CHAMPDOTRE
Route départementale n°110a

Plan topographique et calculs de cubatures
Janvier 2025

Echelle : 1/500

Observations :

Relevé topographique effectué par drône le 15/01/2025
Relevé bathymétrique réalisé le 15/01/2025

Levé et dessiné par :

CarGéo
GEOMETRES
Experts de l'environnement

ZAC des Grands Crus
6048 Avenue de l'Aulne
21000 CHEVIGNY
E-mail : contact@cargeometre.fr
Tél : 03 80 35 50 97

Date	Désignation	Dessin	Vérif.
15/01/2025	Plan topographique		SLA

Géoréférencement :

Système planimétrique : RGF93 CC47 Zone 6
Système altimétrique : NGF IGN69

Direction Générale de l'Aviation Civile et des Travaux Publics

- Énergies renouvelables
- Aménagement et environnement
- Déchets, Diagnostics de pollution
- Carrières, Installations classées
- Milieu naturel
- Hydrogéologie
- Eaux superficielles
- Assainissement collectif et non collectif
- Maîtrise d'œuvre et réseaux d'eau potable



Sciences Environnement

Agence de Clermont-Ferrand
5 bis allée des roseaux
63200 Riom
Tél. +33 (0)4 73 38 84 73
Fax +33 (0)3 81 80 01 08
clermont-ferrand@sciences-environnement.fr

Agence de Besançon et Siège social
6 boulevard Diderot
25000 Besançon
Tél. +33 (0)3 81 53 02 60
Fax +33 (0)3 81 80 01 08
besancon@sciences-environnement.fr

Agence d'Auxerre
12 rue du stade
89290 Vincelles
Tél. +33 (0)9 67 29 27 28
Fax +33 (0)3 81 80 01 08
auxerre@sciences-environnement.fr

www.sciences-environnement.fr